

**Marche contre le démantèlement des check-points des chasseurs :  
« IBK nous a trahi.... », s'indignent des jeunes dogons**

MALI

**555**

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 03 MARS 2020

**Malikilé**

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Toumani Djimé Diallo**

# **Incident clos, incidences ouvertes**



**Élections législatives : Des partis politiques demandent le report !**



**Crise scolaire : Les députés demandent l'application de la loi**

# FOFY<sup>®</sup> INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

## CUIVES

## MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

|                              |   |  |
|------------------------------|---|--|
| <b>Une</b>                   | Mahmoud Dicko : L'Appel à la révolte  | <b>P.4</b>   |
| <b>Brèves</b>                | Ziyara Mansour HAIDARA à Ségou : La paix et la réconciliation prêchées<br>Députés : Les yeux, les oreilles et la voix du peuple<br>Lutte contre l'insécurité : Les missions de l'Armée de l'Air pour la sécurisation des personnes dans les zones de conflits<br>Lutte contre le terrorisme : L'Union Africaine va déployer 3 000 soldats au Sahel<br>Episode II des massacres d'Ogossagou : Kéba Sangaré relevé du commandement du PCIAT-centre<br>Banditisme : Deux braquages simultanés dans la ville Sikasso<br>Ouverture des écoles au Mali : La PCC monte au créneau<br>Législatives 2020 : Des candidats en quête d'impunité | <b>P.11</b><br><b>P.11</b><br><b>P.12</b><br><b>P.12</b><br><b>P.13</b><br><b>P.13</b><br><b>P.13</b><br><b>P.14</b> |
| <b>Actualité</b>             | Crise scolaire : Le SNEC se désolidarise et reprend le chemin de l'école<br>Journée Internationale des Maladies Rares : A la recherche des causes<br>Mali : Les coquilles grotesques et inacceptables dans les communiqués officiels  | <b>P.16</b><br><b>P.17</b><br><b>P.18</b>  |
| <b>Politique</b>             | Le président du mouvement des Jeunes du CNID répond à Me Baber Gano : « Depuis quand, dans un État de droit, peut-on considérer qu'une décision du Président de la République doit échapper à la censure du juge ? »<br>38e session du CSA : La Plateforme perturbe l'ordre du jour   | <b>P.20</b><br><b>P.22</b>   |
| <b>Culture &amp; société</b> | Mme N'Diaye Ramatoulaye Diallo, la ministre de la Culture lors de l'ouverture du festival sur le désert à Koulikoro : « Ag'na, est davantage un haut lieu de résistance culturelle, un long chant de résilience.<br>FESCAB 2020 : La 3ème édition sur les artères !   | <b>P.23</b><br><b>P.24</b>   |
| <b>International</b>         | Crise en Guinée : L'avocat et ancien ministre de la justice du Mali, Me Mamadou Ismaïla KONATE s'adresse à Alpha Condé<br>Coronavirus en Afrique : « On applique les leçons d'Ebola », selon le Pr N'Toumi  | <b>P.25</b><br><b>P.28</b>   |
| <b>Sport</b>                 | Championnat Anglais : Liverpool perd pour la première fois de la saison   | <b>P.30</b>  |

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

**P.11**



**P.18**



**P.24**





## Toumani Djimé Diallo : Incident clos, incidences ouvertes

**L**e président de la République, il faut le reconnaître, pour une fois a été joignable et disponible pour éteindre promptement l'incendie qui menaçait les relations franco-maliennes d'après Pau. Il se raconte que IBK est très souvent indisponible quand les urgences voire les drames, qui requièrent son arbitrage ou sa décision frappent le Mali. Il n'en fut heureusement pas ainsi à propos de la gestion de l'affaire « Toumani Djimé Diallo » alias Tom. Informé, IBK n'a ni hésité, ni tremblé à exécuter publiquement son ambassadeur sans doute fautif et a chargé son ministre des Affaires étrangères d'organiser ses « funérailles » internationales puis nationales. Avec tambour et trompettes. L'incident est clos a dit le président français Emmanuel Macron mais le traitement infligé à l'ambassadeur laissera des traces profondes, sans doute indélébiles. Car habituellement, les crises diplomatiques ne se règlent pas sur la place publique et un

ambassadeur, même en faute ne fait pas l'objet d'un lynchage médiatique de son propre pays. La façon dont le Mali a réglé cette crise qui était sur le point d'éclater ne grandira pas notre pays aux yeux des autorités françaises qui sont sou-

vent confrontées à de plus grandes difficultés. A cet égard le communiqué publié par la présidence du Sénat français est sans ambiguïté : il y est écrit que « **Le Ministre malien des Affaires étrangères a désavoué les propos tenus par son Ambassadeur ...et s'est déclaré prêt à intervenir devant la Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.** ». On peut mieux combiner l'efficacité et la finesse. Rappelons le Toumani Djimé Diallo est un vieux compagnon de route de IBK depuis leurs humanités en France. Premier ministre, IBK a appelé son ami Tom auprès de lui. A la création du RPM, il en fût le Secrétaire aux relations internationales. Elu président de l'Assemblée natio-





nale Toumani était encore là en qualité de Directeur de Cabinet avant d'assumer les mêmes fonctions à la présidence de la République dont il devint finalement le N° 2 c'est-à-dire Secrétaire général.

Toumani Djimé Diallo a aussi derrière lui une longue et riche carrière diplomatique pour avoir été ambassadeur du Mali au Maroc et en Allemagne.

Il faut à cet égard retenir que dans une certaine mesure, Toumani Djimé Diallo reste en phase avec une frange de l'opinion publique malienne. Non pas pour les aspects déclamatoires de son intervention sur la Légion étrangère mais sur le manque de résultats des troupes françaises. Sur ce point, Pau n'a absolument rien changé. D'ailleurs dès le rappel de l'ambassadeur, un groupe de jeunes s'est réuni au Carrefour des jeunes pour lui apporter leur soutien. Certains parmi eux ont rappelé des propos du ministre des Affaires étrangères de la France autrement plus graves sur le Mali sur l'application de l'Accord d'Alger ainsi que ceux d'Alain Juppé sur les séparatistes maliens. Sans conséquence. Il est vrai que l'égalité souveraine des Etats n'est qu'un vieux leurre et qu'en réalité, seuls les rapports de force comptent sur la scène internationale. L'ambassadeur Toumani Djimé Diallo vient de l'apprendre à ses dépens.

Ces jeunes, de loin, ont bénéficié du soutien du Parti Communiste Français qui a publié un

communiqué « **L'ambassadeur malien a été convoqué jeudi 27 février au ministère français des Affaires étrangères parce qu'il a osé émettre quelques critiques quant à des comportements émanant de certains militaires français au Mali. Il a tenu ces propos lors d'une audition des cinq ambassadeurs du G5 Sahel à la commission des Affaires étrangères, de la dé-**

**fense et des forces armées du Sénat. Il a été vertement rappelé à l'ordre par des sénateurs visiblement peu habitués à des critiques, mêmes limitées, de responsables africains à l'encontre d'agissements de l'ancienne puissance coloniale. Face à l'irritation publique de Paris, le Mali, dont les institutions sont d'une extrême faiblesse, s'est senti obligé de rappeler son**





ambassadeur. Ce triste épisode illustre, si besoin était, qu'une grande part des responsables français n'ont pas intégré le fait que les dirigeants africains sont des représentants de pays souverains et non pas des émissaires émanant de protectorats. Ces agissements portent préjudice à notre pays, fragilisent et déstabilisent les pays

africains concernés. Les organisations qui sèment la terreur dans la région ne manqueront pas de se nourrir de cette humiliation et du mépris infligés à un diplomate africain. De telles postures aggravent la crise et légitiment toute une série de propos mobilisateurs hostiles à la France. Dans un contexte de gravité, marqué par

L'impossibilité de repousser les groupes armés, le respect, l'écoute, le multilatéralisme, l'exigence de développement économique et social sont les seules voies possibles pour endiguer la violence.

Le PCF s'élève vigoureusement contre cette conception archaïque et en appelle à un dialogue respectueux en vue de construire des relations mutuellement avantageuses, les seules à même de résoudre les conflits et de construire la Paix.»

Malgré tout IBK osera-t-il ruiner un si long compagnonnage ? Le peut-il ? Avec quelles conséquences ?

Une chose est sûre : il n'a pas levé le plus petit doigt quand son parti a refusé de réinvestir l'épouse de Toumani Djimé Diallo comme candidate députée de la circonscription de Youwarou. Une raison supplémentaire pour le président de la République de ne pas laisser son ami Tom ni dans la fange, ni sur la touche. N'a-t-il pas déjà repêché d'autres plus en faute ?

■ MOCTAR SOW

**SAER EMPLOI**  
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

## Amadou Tall



**BANCO À BAMAKO : LA SOLITUDE DU CHEF** - IBK doit se sentir seul depuis le samedi 29. C'est de la solitude dans la foule. Au Mali, quand tu as l'argent ou le pouvoir, beaucoup viennent. Mais quand tu n'as plus rien, beaucoup s'en vont.

IBK est PR aujourd'hui ; jusqu'au jeudi à coup sûr. Mais à partir de là ? On lui a lancé un ultimatum et on lui a donné jusqu'au vendredi. Lui, il sait ce qu'on lui a demandé. Mahmoud DICKO, qui a lancé le défis devant la foule du Palais de la culture, sait aussi ce qu'il a exigé. Mais, nous autres, nous ne savons rien à ce sujet.

DICKO a sorti ses partisans et montré ses muscles. Quant à IBK, aucun signe de soutien. Son monde fait comme s'ils n'étaient au courant de rien. Ils font le sournois.

De son côté, la communauté internationale fait le mort depuis mil ans. L'opposition, les partis de la majorité, la société civile qui mange dans sa main, tous sont immobiles.

Sans oublier que les terroristes et les Jihadistes continuent à tuer dans les régions du centre. Mondoro est en deuil.

IBK est esseulé (seul) face au défis qui lui est lancé: se coucher comme l'année dernière ou faire face? Ceder dans la honte et la petitesse? Ou faire face et subir une nouvelle guerre civile et insurrectionnelle, celle là à Bamako?

Et le Mali dans tout ça ? Ah!



## Figaro du Mali



**Mondoro cible des terroristes** : Une attaque du poste fait au moins 6 morts.  
Les ennemis de la paix sont toujours en embuscade

et exploitent la moindre occasion pour déstabiliser un pays presque à l'arrêt. Dans la nuit de dimanche à lundi, le poste de Mondoro, dans le cercle de Douentza, a connu des affrontements lancés par des terroristes.

Du côté des forces armées maliennes, le bilan provisoire serait de six (6) morts au moins et d'une dizaine de blessés dont quatre (4) cas graves. La situation sur le terrain est actuellement calme, indiquent des hommes sur place.

Les dégâts matériels sont aussi importants avec, selon nos informations quatre (4) Toyota et deux (2) camions incendiés par les assaillants. Le bilan côté terroriste reste encore inconnu, mais l'armée de l'air annonce la destruction de deux colonnes constituées de cinq (5) véhicules et d'une dizaine de moto.

Aussi, nos sources rapportent la destruction, par l'aviation militaire malienne de deux lieux de regroupement des assaillants. Des sources sécuritaires signalent cinq (5) passages de l'aviation dont (3 Super Tucano et 2 passages du CESNA 208.)

Deux officiers auraient pris la poudre d'escampette au moment des hostilités. Un problème de leadership serait aussi une équation à résoudre le plus urgemment possible car le moral de la troupe GNM ne serait pas rassurant.

L'une de nos sources annonce l'arrivée, aux environs de 09h15mn, du renfort de 60 éléments conduits par le colonel Modibo Koné.



**Propos inquiétants de l'imam Dicko** : Le tribunal de la commune V ne voudrait pas se lancer dans une aventure sans assurance.

Comme nous l'avons révélé hier, l'imam Mahamoud Dicko ne devrait pas être inquiété par la justice pour les propos que certains qualifient de graves.

Ce Lundi, entre 10h et 11h30, une nouvelle rencontre s'est déroulée entre le procureur de la commune V et son supérieur, le procureur général pendant 1h30mn d'échanges.

Aucune enquête ne devrait être ouverte par le tribunal de la commune V sans saisine formelle du procureur général. Selon nos sources judiciaires, c'est ce qu'aurait souhaité le parquet de la commune où réside le très respecté, l'imam Mahamoud Dicko. Le Procureur général, quant à lui, avancent nos paraboles, souhaiterait rendre compte à sa hiérarchie.

Il n'y a toujours pas de péril en la demeure car la justice, c'est surtout l'intime conviction du magistrat appuyé tout le temps par le bon

sens. La méthode en toute chose est essentielle. Aucun magistrat ne voudrait plus se laisser instrumentaliser.

Les structures du SNEC, pour la plupart, n'ont pas regagné les classes. Elles ont suivi le mot d'ordre de la synergie.



## Bamody Bane

Sénégal avait sa frontière pendant Ebola . A titre de rappel.



## Awa Sylla

Coronavirus: premier cas suspect au Sénégal. Il s'agit d'un ressortissant français qui suit les analyses à la clinique de DAKAR.



J'annule tous mes voyages jusqu'à ce qu'on trouve cette foutue maladie. Imagine ceux qui ont pris le vol avec le ressortissant français samedi.

## Bouba Fané

Merci mon frère Iba One pour ton silence et ta bonne compréhension, ça me va droit au cœur. Certaines blessures se cicatrisent avec le temps, je ferai tout mon possible pour que certaines erreurs te concernant soient réparées. Et j'invite toujours les vrais Gladias à mettre la balle à terre, Iba est plus que mon Sang, son avenir c'est ces projets, concentrez-vous sur ça. Iba One inshallah, à l'approche de ton concert, je ferai un témoignage sur ta personne dont beaucoup vont avoir les larmes aux yeux. Pour ton concert au stade le 26 mars, on fera le maximum pour les deux tribunes. Chers Gladias toujours mettre la balle à terre, arrange le Roi des Gladias. L'avenir d'Iba est dans l'entente et le respect mutuel avec les autres artistes. Iba One ne mérite plus d'avoir des ennemis mais il mérite d'avoir la majorité de la jeunesse malienne pour réaliser ces rêves. Merci mon bon Petit frère pour ton silence



## Adama Sogodogo

Je suis musulman. J'écoute le sermon de l'imam les vendredis, mais je me désolidarise de cet appel à l'insurrection armée.



Chers frères en islam, le vendredi est un jour saint qui mérite qu'on l'utilise comme l'aurait fait notre Prophète Mohammed (PBSL).

## Master Ti

Boycotte du concert de Fally  
"51 Congolais expulsés de la France pour troubles à l'ordre public et vandalisme ont regagné Kinshasa la soirée de dimanche"



A en croire, le célèbre Journaliste Yves KAMBALA, un avion de la compagnie aérienne Air France a atterri ce dimanche premier mars à l'Aéroport International de Ndjili/Kinshasa aux environs de 19 heures avec, à son bord, 51 Congolais expulsés de la France suite aux Troubles à l'ordre Public et actes de vandalisme posés par ceux-ci en marge du concert de l'Artiste musicien RdCongolais Fally Ipupa à Paris ce weekend de fin Février 2020.

Lui qui assume actuellement les fonctions de l'administrateur Gérant du Stade des martyrs, souligne que ces congolais expulsés sont également déchus de leur nationalité, pour ceux d'entre eux qui la possédaient déjà. Ce avant de confirmer qu'un 2ème groupe est attendu dans les 72 heures. John LUNGILA

## Gouvernement du Mali

LE MALI AU SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DE PARIS



L'édition 2020 du Salon International de l'Agriculture de Paris s'est tenue au Parc des Expositions, Porte de Versailles du 22 au 29 février.

Avec une présence magnifiée par un stand de belle facture achalandé par l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCAM) et le dynamique Siriman Sacko, le Mali s'y est illustré par une participation remarquable. La forte délégation conduite par Moulaye Ahmed Boubacar, Ministre de l'Agriculture et Dr Kane Rokia Maguiraga, Ministre de l'Elevage et de la Pêche, notre pays a réellement saisi cette opportunité pour présenter et de la meilleure manière un potentiel indéniable dans les domaines agricoles et halieutiques. Le Mercredi 26 février, la journée du Mali en présence de Moussa Mara, ancien Premier Ministre a été une belle tribune pour la promotion des investissements dans le secteur agricole. Convivial mot de bienvenue de Balla Oumar Cissé, Chef de la Mission Économique et Commerciale de l'Ambassade du Mali en France, suivi de celui du Vice-président de l'APCAM, présentation du sous secteur de l'élevage et de la Pêche, par Dr Kane Rokia Maguiraga Ministre de l'Elevage, brûlant plaidoyer pour inviter la diaspora à investir dans le monde rural par Moulaye Ahmed Boubacar, Ministre



de l'Agriculture, projection de film sur l'irrigation de proximité, présentation des potentialités de production et de transformation locale du coton, production de coton biologique, potentialités et conditions d'accès aux terres agricoles en zone Office du Niger, présentation des filières porteuses (gomme arabique, mangue, Anacarde), potentialités dans le domaine de l'Élevage, échanges et témoignages sur les opportunités et potentialités d'investissements, la journée a été particulièrement riche, agrémentée par une animation musicale de bon aloi et un splendide défilé de mode de Marietou Dicko et ses modèles déclinés en tons multiples de coton malien. Une vraie réussite qui présente à Paris un visage novateur du Mali qui gagne.

Prévision météorologique du 02 au 08 mars 2020.

Au cours de cette semaine, le vent sera d'intensité faible à modérée de direction Est à Nord-Est dans l'ensemble du pays à l'exception de la région de Sikasso et le sud de celle de Kayes où il sera faible avec des directions Nord-Est à Sud-Est.

Les Températures !

Les maximales seront comprises entre 32°C et 43°C avec la plus forte moyenne qui sera enregistrée dans la région de Kayes et qui tournera autour de 41° à 43°.

Les températures minimales seront comprises entre 17°C et 28°.

Les visibilité varient de 3 km à plus de 10 km dans les régions de Sikasso, Ségou, Mopti, Gao et Ménaka.

Dans les régions de Kayes, Koulikoro, Tombouctou, Kidal, Taoudénit et le district de Bamako, elles varieront de 5 km à plus de 10 km.

Par ailleurs, sachez qu'il fera très chaud cette semaine. Les spécialistes de la santé recommandent de boire beaucoup, et de prêter une attention particulière aux enfants et aux personnes âgées.

Cellule Communication du Ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine / Agence Mali-Météo.

## Bacary Camara



Bacary Camara est avec Mtk Moussa Timbiné Kanu et 3 autres personnes.

L'honorable Moussa Timbiné, candidat de la liste RPM-APR. Le candidat préféré de la jeunesse

Sa fidélité indéfectible au président IBK (en dépit d'odieuses campagnes d'intoxication souterraine) constitue son meilleur atout)

Son parcours politique ressemble à un vrai conte de fées républicain.

Conseiller municipal, lors des élections municipales d'Avril 2009 sur la liste d'alliance Adema-RPM- MPR, Moussa Timbiné devient 5e adjoint au maire de la CV, dirigé alors par un certain Boubacar Ba dit Bill, l'inamovible secrétaire général de la section Adema de la commune depuis 26 ans. De l'avis de nombreux observateurs locaux, c'est la liste RPM-APR et Adema-URD-ADP-Maliba, qui ont de fortes chances (mieux que les autres) de se voir qualifier au second tour. Cette grande compétition ressemble à bien des égards à une vraie bataille des éléphants, ou tous les moyens seront mobilisés de chaque côté pour remporter les suffrages des urnes. Avec la présence de plus de vingt listes, il est peu probable de voir une liste se qualifier

dès le premier tour. L'honorable Moussa Timbiné poursuit ce nouveau challenge auréolé d'un sacre politique à la tête de la Section RPM de la CV. Il dirige désormais un bureau de 47 membres pour un mandat de trois ans. Pour ses nouveaux membres déterminés et engagés sur tous les fronts, il n'y a plus qu'un seul mot d'ordre à véhiculer auprès des centaines de partisans du parti : une victoire impérative, à tout prix lors des 1er tour fixé au 29 mars suivi d'un triomphe électoral au soir du 2e tour (au cas ou). Au niveau du RPM, on a pris conscience de l'importance de l'enjeu et aucune liste ne sera minimisée ou banalisée.

Elu en 2013 sur une liste d'alliance RPM-ADP-MALIBA, l'honorable Moussa Timbiné aura vite gravi les échelons au niveau parlementaire : Secrétaire parlementaire, président du groupe parlementaire RPM ; 1er vice-président de l'Assemblée nationale. Cette extraordinaire ascension n'est d'ailleurs que juste récompense ; pour celui que l'on considère à juste raison comme un « fidèle parmi les fidèles » au président IBK (pendant ses durs moments de galère) et dont le sacre historique, avec plus de 70% au second tour aux élections présidentielles de 2013 avait surtout permis cette parfaite alchimie de pouvoir transformer le plomb RPM en OR RPM. Avec aussi des hommes et femmes de courage et de vertu toujours accrochés à ses côtés, dont un certain Moussa Timbiné, non moins président du bureau national des jeunes. BC/ Le Phénix

## Kaou Abdramane Diallo



Kaou Abdramane Diallo — serein, avec Boubacar Koumare. Le chantage n'a pas tenu longtemps ! Mais bon , on est habitué maintenant ! An be kun, Aw bismilah



## Ibrahima Anne



Le ministre de la Santé annonce que, dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, les procédures de passation des marchés seront assouplies. Vigilance maximale. Des ripoux avaient profité du Plan Orsec de lutte contre les inondations dénommé Jaxaay pour se remplir les poches

**RFI**

Le président sortant, l'opposant Agbéyomé Kodjo conteste toujours les résultats au Togo. Et ce dimanche, la Conférence des évêques est sortie de son silence.



L'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye annonce sa démission (Twitter) <https://rfi.my/5Tzl.t>

**Moussa Cisse**

Musaylima était pourtant adulé avant de tomber dans l'hérésie suite à ses ambitions exagérées. Ceux qui savent savent.



**Fahad Ag Almahmoud**

J'ai pitié des pays africains, ils ne peuvent pas suspendre les vols entre eux et la France affectée par le coronavirus.



**Casimir Apié Sangala**

Salon de l'Agriculture de Paris : tous les membres de la délégation sénégalaise dont plusieurs ministres pourraient être mis en quarantaine.



**RFI Afrique**

« Qu'elles s'appellent Guinée Bissau ou Guinée Conakry, elles constituent aujourd'hui deux plaies qui s'infectent au jour le jour, soupire WakatSéra au Burkina, deux plaies qui confirment la mauvaise santé du continent africain.



**Moussa Baba Coulibaly**

"Il ya trois sortes de personnes à qui on ne peut demander du bon sens : un homme qui aime, une femme qui aime, une femme qui n'aime pas." George Shaw



**Yaya Sangare**

Les frappes aériennes des FAMA ont été déclenchées dès la nuit sur Mondoro contre les groupes armés terroristes. Ce qui a permis d'infliger très rapidement d'importantes pertes humaines & matérielles dans les rangs des ennemis. Une mission de ratissage est en cours dans la zone .



**Issoufou Mahamadou**

J'ai visité ce lundi matin, 2 mars 2020, le chantier de construction du Pont Général Seyni Kountché (3ème pont) sur le Fleuve Niger à Niamey. Au stade actuel, je me réjouis de l'avancement et de la qualité des travaux ainsi que des centaines d'emplois créés au profit des jeunes.



**Séga DIARRAH**

La reconnaissance officielle des particularismes engendre le risque d'entraîner dans une logique de revendications. manifestation de soutien à la milice Dana Anbassagou à Koro, Badiangara, Bankass Mali Pourquoi donner le droit d'autodéfense aux touarègs et pas aux Dogons ?



- la CMA est un (ex) allié de Iyad Ag ghalil ! Le fait d'être multi-ethnique ne doit pas être un laissez passer du crime - La CMA a égorgé des soldats désarmés à Aguelhok - 200 hommes ! - la CMA a violé, volé et mutilé à Gao avant d'être chassé par le MUJAO



**Larmes des pauvres**

La CMA est un mouvement rebelle, le Gatia + Ganda\_izo + Ganda\_koy sont des milices du gouvernement Mali-en. La seconde remarque est que toutes ces milices ont un agenda différent de Dan\_na\_amassagou, toutes ces milices sont multi - ethniques.



**WESTERN UNION**

**WU** SM

## Mopti : La MINUSMA renforce ses efforts de médiation et de réconciliation dans la région



**Jeudi 20 février, une délégation de la MINUSMA a effectué une mission pour faire le point de la situation sécuritaire qui prévaut actuellement dans certaines communes du Cercle de Koro, région de Mopti. Douze chefs de villages et hameaux ont pris part à cette réunion de réconciliation entre peulhs et dogons.**

Sur place, les membres de la Division des affaires civiles de la MINUSMA en collaboration avec les représentants des équipes régionales d'appui à la réconciliation (ERAR) et ceux de l'ONG Initiative malienne d'appui au développement local (IMADER) ont mené des actions de médiation et de réconciliation entre les deux communautés concernées. « Une des causes profondes du conflit dogon-peulh est le vol récurrent de bétail qui a conduit à l'affrontement et la méfiance entre ces deux communautés qui, jadis, cohabitaient de manière pacifique », a indiqué un des représentants d'ERAR pendant la mission au cours de laquelle les chefs de villages ont montré leur détermination à œuvrer à l'avenir pour la paix et le progrès au sein leurs communautés respectives. La rencontre a débouché sur une série de recommandations formulées à l'intention de toutes les parties prenantes, notamment la poursuite des efforts de dialogue, de médiation et de réconciliation qui pourront aboutir à la signature d'un pacte de paix entre les habitants des villages concernés.

## Mopti : Levée des check-points ?

Selon le gouverneur de la région de Mopti, c'est grâce à la « collaboration bienveillante des populations concernées » que cette levée des check points est devenue une réalité. Le général de brigade Abdoulaye Cissé déclare aussi que les forces armées maliennes seront désormais présentes sur le terrain pour assurer la sécurité des populations et de leurs biens conformément à leur mission. Il précise que « les éléments qui occupaient ces check-points ont quitté les lieux sans problème. Et aujourd'hui, c'est l'armée qui a le contrôle ». Le chef de l'exécutif à Mopti ajoute que « les patrouilles s'effectuent sur la RN (route nationale) 15, de Sévaré jusqu'à Koro », avant d'ajouter : « la Minusma est également à Ogossagou pour appuyer et renforcer les Famas et tout va très bien », poursuit-il. Toutefois, les responsables du groupe

## UMRA : Suspension temporaire



Suite à l'avènement du corona virus, communément appelé COVI 19, les autorités saoudiennes ont pris certaines mesures préventives concernant uniquement la UMRA. « C'est le jeudi dernier, c'est-à-dire le 27 février 2020, que nous avons été officiellement informés par les autorités saoudiennes au sujet de ces mesures temporaires », a confié le Directeur général de la Maison du Hadj, le Dr Abdoul Fatah CISSE. « A notre tour, nous avons tenu à porter l'information à la connaissance des agences organisatrices de la UMRA, dans notre pays », a-t-il indiqué. Il s'agit de trois mesures provisoires et conservatrices que les autorités saoudiennes ont prises, a précisé le Dr CISSE, à savoir : « la suspension temporaire de la UMRA et des visites touristiques ; la suspension temporaire de l'utilisation des cartes d'identité nationales par les citoyens des pays voisins, sauf pour les Saoudiens eux-mêmes (entrée et sortie) ; la suspension temporaire des vols en provenance des zones particulièrement affectées par le COVI 19 ». Le Directeur général affirme être « en contact direct et permanent » avec les autorités saoudiennes pour suivre l'évolution de la situation. Le Dr CISSE a exprimé sa solidarité avec tous les musulmans et toutes les victimes de ce virus, tout en souhaitant prompt rétablissement aux malades à travers le monde. A signaler que la UMRA est pratiquée toute l'année, en Arabie Saoudite.

■ Source : CCOM/MARC



d'auto-défense Dan Nan Amassagou indiquent que plusieurs check-points restent installés dans la zone. Marcelin Guenguéré, porte-parole de Da NaN Amassagou, déclare qu'il y a un seul check-point qui a été levé. Selon lui, les autres check-points sont toujours sur place, en attendant l'arrivée des forces de l'ordre. « Maintenant conformément à ce que le premier ministre nous a promis, il n'y aura pas de déguerpissement de Dan NaN Amassagou avant l'arrivée des forces de l'ordre », précise M. Guenguéré.

## Tiébilé Dramé : Les relations France-Mali «cimentées par le sang des jeunes Français»



**T**iébilé Dramé a été dépêché en urgence, vendredi, par le président du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, suite aux propos polémiques tenus, mercredi, par l'ambassadeur du Mali en France. Après avoir été reçu par plusieurs hauts responsables de l'Etat, il a rencontré le président Macron. Au cours d'une audition au Sénat mercredi, l'ambassadeur du Mali avait accusé les soldats français de la Légion étrangère d'avoir un comportement déplacé dans les quartiers interlopes de Bamako. Paris a aussitôt démenti. Dès jeudi, Bamako a décidé de rappeler cet ambassadeur pour « consultations » et donc de dépêcher son ministre des Affaires étrangères pour calmer les tensions.

Vendredi, Tiébilé Dramé a donc rencontré, entre autres, le président du Sénat, la ministre française des Armées et le ministre français des Affaires étrangères. Il a également été reçu par le président Macron, à qui il a remis un message de son homologue Ibrahim Boubacar Keïta. « Le message était simple, nous explique Tiébilé Dramé, joint au téléphone par Florence Morice. Il n'y a pas de nuages qui planent sur les relations maliano-françaises. Ces relations sont de vieilles relations, qui ont été singulièrement cimentées, ces dernières années, par le sang des jeunes Français, versé pour la liberté du Mali.

De Damien Boiteux [Le lieutenant Damien Boiteux est décédé au premier jour de l'intervention française au Mali en janvier 2013, NDLR], à Pierre Bockel [le lieutenant Pierre Bockel, tué en décembre 2019, NDLR], le Mali est reconnaissant vis-à-vis de la France pour les actes posés en faveur de la liberté de notre pays. Notre peuple ne saurait l'oublier ».

RFI : cela veut dire que l'incident provoqué par les propos de votre ambassadeur à Paris est clos ?

« Bien entendu. Le président de la République française l'a dit très clairement, au moment où je lui ai transmis un message de son homologue malien : ce qui est important aujourd'hui, c'est la cohésion entre les pays qui sont ensemble sur la ligne de front contre le terrorisme ».

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

## Ultimatum de l'imam Mahmoud Dicko : La justice voudrait-elle s'y pencher ?



**L**e samedi dernier a été un nouvel exercice pour l'imam Mahmoud Dicko de se défouler, à la fois, sur le régime mais aussi sur l'opposition politique. Les maliens ne comprenaient plus son silence face au chaos permanent que les autorités n'arrivent pas à circonscrire. Lors de son meeting au Palais de la Culture Amadou Hampaté Ba, le discours du leader religieux n'avait aucune tendresse. De la dénonciation à la menace en passant par des propositions qui, selon lui, pourraient aider à sauver le pays.

A Koulouba, le sommeil n'est plus au rendez-vous. Une instruction du cabinet du Président de la République, à travers le Segal du ministère de la justice, aurait été donnée au Procureur général près la Cour d'Appel de Bamako. Pour étudier les possibilités d'une enquête, le procureur du Tribunal de Grande Instance de la Commune V pour enquêter au sujet des déclarations de l'imam Mahmoud Dicko.

Nos sources confient que le Président du Tribunal de la Commune V aurait organisé une rencontre dans la matinée de ce dimanche 01 mars 2020 avec des substituts pour échanger sur la question.

A l'issue de la rencontre, l'ensemble des substituts du Tribunal de Grande Instance de la Commune V aurait déconseillé au procureur une telle démarche. Selon un magistrat que nous avons interrogé, il conseille que la meilleure option en de pareil cas, serait d'inviter le procureur général à lancer lui-même la procédure.

En attendant de voir clair auprès de sources judiciaires, les magistrats, depuis quelques temps, ont décidé de jauger et de juger tous les Maliens sur la même balance. En novembre 2015, lors de l'attaque terroriste au Radisson Blu, l'imam Mahmoud Dicko avait lancé des propos qui ont lui ont valu un recadrage de Daniel Tessougué, procureur général à l'époque. Quelques jours plus tard, ce dernier a été éjecté de son poste. Le contexte actuel n'est pas différent car le courage des magistrats maliens n'est plus à démontrer. Il reste que l'ultimatum de l'imam court jusqu'au vendredi prochain. D'ici là, la cogitation demeure l'étape de tout acte de sagesse.

## Législatives : Hausse des candidatures de femmes et de jeunes



Sur 1447 candidats aux législatives 2020, 426 sont des femmes. « Ces chiffres sont encourageants, si on fait une comparaison avec ceux des années précédentes », déclare la présidente du réseau des femmes leaders des partis politiques et d'organisations de la société civile, Habibatou Nagnouman Traoré. Selon elle, « c'est un grand effort de la part des politiques, mais également des listes indépendantes. On est en train de mettre en place des stratégies pour faire beaucoup de communication par rapport à l'utilité et à l'importance de la participation et l'implication des femmes ». Mme Traoré annonce aussi l'organisation de rencontres « d'échanges avec les femmes de Bamako et au moins 6 régions pour partager des astuces afin d'avoir plus de chances d'être élues ». La jeunesse aussi enregistre 800 candidatures sur les listes électorales validées. Soumana Traoré, membre du mouvement « Ensemble pour le Mali » qui regroupe des jeunes des partis politiques, se réjouit de ce taux. Toutefois, il estime que le manque de moyens financiers reste un problème pour les jeunes. Soumana Traoré estime qu'il y a « à peu près 44 listes en Commune 3, mais quand vous regardez, il y a plus de 4 listes de jeunes, donc ça veut dire que ça commence à venir », ajoute-t-il. Le représentant du mouvement « Ensemble pour le Mali » précise toutefois « que la mobilisation nécessite beaucoup de fonds et que la plupart des candidats n'ont pas assez d'argent pour pouvoir mobiliser ».

## AGETIC : Tenue de la 16eme Session ordinaire du Conseil d'administration

Ce Jeudi, 27 février 2020, s'est tenue, à l'hôtel SHERATON de Bamako, la 16ème Session ordinaire du Conseil d'Administration de l'Agence des Technologies de l'Information et de la Communication, sous la présidence de Madame Kamissa CAMARA, Ministre de l'Economie Numérique et de la Prospective. Les principaux points inscrits à l'ordre étaient l'examen et l'adoption du PV de la 15ème session, du projet de rapport d'activités 2019, du projet de programme d'activités 2020, la certification des comptes de l'exercice budgétaire 2018.

À l'issue des travaux, les administrateurs ont fait des recommandations et pris des décisions, avant de valider les documents soumis à leurs approbations. Les recommandations et décisions prises par les administrateurs doivent permettre à l'agence de trouver des solutions aux

## Terrorisme : Le chef d'Al-Qaïda confirme la mort de deux chefs djihadistes



Le chef d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) Abdelmalek Droukdel dit Abu Musab Abdul Wadud a diffusé un message audio d'environ 34 minutes. Il y fait l'éloge funèbre et confirme la mort de deux chefs djihadistes au Mali à savoir Abou Iyadh al Tounisi d'Ansar al-Chariaa de Tunisie et de Djamel Okacha alias Yehia Abou al-Hammam, chef de l'Emirat du Sahara et l'un des principaux commandants du « Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans » (JNIM). Tous les deux morts au nord de Tombouctou par les soldats français de l'Opération Barkhane. Signalons que la mort de Djamel Okacha dit Yahia Abou al-Hammam, annoncé en février 2019, a d'abord été confirmée par le très recherché Sidan Ag Hitta, dans un message authentifié sur les réseaux sociaux. Avant que cette annonce ne soit confirmée par Amadou Koufa dans un audio publié en janvier dernier. La ministre française de la Défense, Florence Parly, avait aussi déclaré que l'opération qui a coûté la vie à Yéhia Abou El-Hammam, avait eu lieu à Bou Djebeha, à environ 125 km au nord de Tombouctou. Quant à Seifallah Ben Hassine communément appelé Abu Iyadh al-Tunisi – l'un des idéologues djihadistes les plus influents d'Afrique du Nord, sa mort survenue, dans le nord de Tombouctou, le 21 février 2019, a été confirmée par l'agence Menastream, partenaire du site [www.kibaru.ml](http://www.kibaru.ml). Ce haut responsable tunisien d'Al-Qaïda, vétéran de l'Afghanistan, et fondateur de l'organisation islamiste Ansar al-Sharia en Tunisie (AST), a été tué lors d'une opération menée par les forces françaises, apparemment dans la zone d'El Aklé, située à près de 300 km au nord-ouest de Tombouctou, au Mali, à la frontière avec la Mauritanie.



difficultés auxquelles elle est confrontée : notamment l'insuffisance de ressources humaines et financières. Il est à noter que la session s'est tenue sans papier grâce à la plateforme développée par l'agence.

## Propos mémorables : Ibrahim Boubacar Keita, président de la république (mardi 16 avril 2019)



**J**e vous parle de nos angoisses, de nos projets, de nos aspirations, de nos problèmes mais aussi et surtout de nos solutions. Je commence par dire que j'ai entendu toutes les colères, décodé tous les signaux, compris tous les messages remontant d'un pays dont je ne saurais jamais mésestimer les préoccupations.

Oui. La situation sécuritaire, malgré nos efforts, reste un défi majeur qu'il faut relever, j'en suis conscient, au plus vite, par des réponses durables, pas par des artifices, puisqu'il en va de la continuité de notre pays, d'un pays dont les fondements ont été ébranlés par la crise multiforme de 2012.

C'est le cas au Nord du pays où des flambées de violence viennent hélas rappeler avec récurrence l'impératif de faire en sorte que les acquis fragiles enregistrés depuis 2015 ne soient pas remis en cause.

Que tout le monde prenne sa part dans cette œuvre : l'Etat malien, ses partenaires ainsi que les groupes signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation ! Mais que tout le monde prenne sa part sincèrement, rapidement et effectivement car chaque seconde perdue pour la paix est gagnée par la guerre !

S'agissant du Centre de notre pays, qu'il me soit permis de rappeler la tragédie d'Ogossagou qui, le 23 mars dernier, a endeuillé la nation et horrifié le monde civilisé.

Les faits révélés ont produit une véritable onde de choc psychologique à travers le pays, et même très rapidement au-delà.

Des images insupportables ont circulé, montrant l'horreur d'une barbarie qui a dévasté ce qui fut une communauté humaine.

Ces images nous renvoient au passé tant de symboles obscurs et accablants que nos âmes affligées s'inquiètent d'un effondrement moral et spirituel.

Jour de grande tristesse que ce jour-là, qui vit tant de valeurs humaines, jusque-là magnifiées et partagées, se consumer dans les fumées de la haine et du fanatisme ; vie, sens du sacré, famille, sagesse, tolérance, empathie, cousinage à plaisanterie, fraternité religieuse, tout cela rendu méconnaissable, dans les cendres des tisons humains, d'habitations calcinées, d'une terre devenue inhospitalière.

Ce n'est pas seulement notre drapeau national qui fut en berne, c'est tout le brillant humanisme dont nous étions si fiers !

## Mali : Que faut-il attendre du dialogue avec Iyad Ag Ghaly et Amadou Koufa ?

**I**brahim Boubacar Keita (Mali), président de la République, lors d'une interview à nos confrères de Jeune Afrique au palais de Koulouba.

Le président Ibrahim Boubacar Keita a annoncé lundi que les autorités maliennes tentaient de dialoguer avec les chefs jihadistes. Si des canaux, formels ou informels, existaient déjà, cette annonce marque un tournant, Bamako assumant désormais cette nouvelle piste pour tenter d'éradiquer la crise sécuritaire.

« J'ai le devoir et la mission de créer tous les espaces possibles et de tout faire pour que, par un biais ou un autre, nous parvenions à un apaisement. Le nombre de morts dans le Sahel devient exponentiel. Je crois qu'il est temps que certaines voies soient explorées- (...) Nous ne sommes pas des gens butés, bloqués ou obtus. »

Ce 10 février, dans une interview à nos confrères de RFI et France 24 à Addis-Abeba, en marge du 33e sommet de l'Union africaine, Ibrahim Boubacar Keita (IBK) a jeté un pavé dans la mare. Pour la première fois, le président malien a reconnu ce que beaucoup savent depuis des mois : l'existence de contacts entre les autorités maliennes et les chefs jihadistes Iyad Ag Ghaly et Amadou Koufa.

Fin janvier, Dioncounda Traoré, le haut représentant d'IBK pour le Centre, avait déjà fait un premier pas, en déclarant qu'il avait envoyé des émissaires pour tenter un dialogue avec les deux hommes, conformément aux recommandations du Dialogue national inclusif conclu en décembre.

### Démminer le terrain à Kidal

Patrouille de la Minusma dans la région de Kidal, en décembre 2016 (archives).

Cette fois, c'est donc le chef de l'État en personne qui évoque cette tentative de rapprochement. Ses propos, contraires à tous ceux qu'il avait tenus jusqu'à présent sur ce sujet, marquent un tournant dans la gestion de la crise sécuritaire par Bamako. Ils interviennent aussi à un moment clé et hautement symbolique : d'ici quelques jours, l'armée malienne doit effectuer son grand retour à Kidal, fief de la rébellion touarègue dont elle a été chassée en 2014.



# INAUGURATION DU PONT DE WERELE



« MALITEL, Proche de vous » n'est pas un slogan creux.

Les habitants de Wéréla, Commune rurale de Ourikila dans le Cercle de Yorosso, vivaient un cauchemar à chaque hivernage en raison du manque de pont sur le cours d'eau qui traverse leur village.

Durant des décennies, pour traverser ce cours d'eau, les populations bricolaient un pont en bois, avec une probabilité d'effondrement très élevée. Toute chose qui rendait la traversée extrêmement périlleuse et risquée, surtout pour les femmes et les enfants.

Le vendredi 07 février 2020, une délégation conduite par le Secrétaire Général de SOTELMA/MALITEL, M. Sidy Mohamed Dembélé, est arrivée à Wéréla pour l'inauguration du nouveau pont gracieusement offert par le Directeur Général de la SOTELMA aux populations, suite à leur sollicitation.

Cette action démontre à nouveau que la SOTELMA est une Entreprise citoyenne et participe de sa volonté et de sa détermination à accompagner les populations du Mali dans leur quête pour un mieux-être.

## Journée du Hijab : Femme voilée et entrepreneuriat

A l'instar des autres pays du monde, la 3ème édition de la journée du Hijab a été célébrée au Mali, précisément au Carrefour des jeunes devant un public acquis pour sa cause. Placée sous le thème « femme voilée et entrepreneuriat, la journée organisée par l'union des femmes voilées du Mali pour la promotion de nos valeurs sociétales (UMAFEV-PVS) », a été placée sous le parrainage de Mme Sidibé Awa, entrepreneuse et Ousmane Traoré.

« Femme voilée et entrepreneuriat », tel était le thème débattu par les conférenciers lors la journée du Hijab. Ils ont démontré qu'une femme peut bel bien se voiler et réussir dans le monde de l'entrepreneuriat. Lors des panels, les conférenciers ont invité les femmes voilées présentes à l'événement d'aller vers l'entrepreneuriat. « La femme ne doit plus accepter d'être marginalisée. Cela n'a jamais été le cas en islam », ont-ils évoqué avant d'argumenter leurs propos par la femme du prophète (PSL), Kadidia qui était une grande entrepreneuse.

La marraine, Mme Sidibé Awa, une femme voilée qui a bien prospéré dans l'entrepreneuriat au Mali, n'a pas caché sa joie. « Je suis très honorée de parrainer cette 3ème édition. Le voile n'est pas une mauvaise chose. Il n'attache pas la femme pour ne pas s'émanciper. Une femme peut bien se voiler et entreprendre au Mali et partout dans le monde », a défendu la marraine avec son voile à la tête.

« Le voile couvre la tête mais ne couvre pas l'esprit. Je suis une femme activiste. Je me voile et je mène mes combats. Le

voile est un choix et une liberté. Se voiler n'est un critère synonyme de bonté mais un simple choix. Les filles qui se voilent ne doivent pas être vues autrement. On doit leur faire confiance. Elles doivent s'affirmer dans tous les domaines comme tout le monde », a expliqué une jeune femme activiste des réseaux sociaux.

La journée du Hijab est aussi une occasion pour la couture malienne de promouvoir. Des défilés de mode, des expositions de modèles cousus à la malienne avec nos tissus locaux tout en hijab. La présidente Mme Diarra Adam Koné a, quant à elle, remercié l'organisatrice principale Fatoumata Barry et son staff pour la réussite de l'événement. Elle a aussi remercié les sponsors et a promis une 4ème édition encore plus grande. A savoir que la journée du Hijab est célébrée à travers le monde tous les 1er Mars. A la fin de la journée, des prix de distinction ont été dédiés à certaines femmes voilées qui ont influencé leur domaine d'intervention dans l'entrepreneuriat en guise de reconnaissance.

■ Ibrahim Sanogo





# Marche contre le démantèlement des check-points des chasseurs : « IBK nous a trahi.... », s'indignent des jeunes dogons



**L**es jeunes dogons ont, à l'appel de la plateforme des associations de jeunes du pays dogon, marché le samedi 29 février 2020, de la Bourse du Travail au Monument de l'Indépendance. Les manifestants ont profité de cette occasion pour rejeter la décision du gouvernement de lever les check-points des chasseurs sur la route N° 15, et affirmé qu'ils ont été « trahis » par le président IBK.

La décision du gouvernement du Mali, en plus de Dana Ambassagou, de Ginna Dogon, des députés, a été rejetée en bloc par les jeunes dogons installés à Bamako. À la différence des autres qui se sont fait entendre par communiqués, les jeunes, eux, ont choisi la rue pour dénoncer la gestion « partisane » de la crise du centre par le Premier ministre Boubou Cissé.

Habillés en majorité en tenue traditionnelle dogon, les jeunes manifestants scandaient : « **Boubou dégage ; Boubou dégage** ». Sur les banderoles qu'ils brandissaient en l'air, on pouvait lire : « **Non à l'ethnicité et au silence du gouvernement face aux drames que traverse le pays Dogon** » ; « **On exige la sécurité des personnes et de leurs biens** » ; « **Le pays Dogon réclame son droit à la vie et au développement** ».

Durant toute la marche, ils ont apporté leur soutien aux chasseurs de Dana Ambassagou. « **Nous sommes venus ici pour soutenir nos chasseurs, ceux qui sécurisent nos parents quand l'État nous a quittés. Les chasseurs sont là parce que l'État a laissé les populations du pays dogon à leur propre sort** », a déclaré Mamoudou Sagou Ziguimé, un élu local de Baye présent à la marche.

Comme tous ses camarades marcheurs, ce jeune élu local désavoue le Premier ministre par rapport à sa décision. « **Nous rejetons le démantèlement des check-points des chasseurs. Que le Premier ministre Boubou Cissé nous dise qui va sécuriser la route du poisson si les chasseurs n'y sont pas. L'armée malienne est absente sur cette voie. Va-t-on mettre en danger la vie des passagers ? C'est anormal** », a-t-il ajouté.

Dramane Yalcouyé, le président de la Jeunesse Ginna Dogon n'a pas été tendre avec le chef du gouvernement. Selon lui, le gouvernement Boubou Cissé est indifférent aux souffrances de la communauté dogon. Il estime aussi que le démantèlement des check-points des chasseurs contribuera à la propagation du terro-

risme. « **Nos populations seront exposées aux djihadistes quand on lève ces check-points sans pour autant faire venir l'armée dans la localité. Nous nous opposons à cette décision partisane** », a déclaré l'enseignant.

Le président du collectif des associations de jeunes du pays Dogon aborde dans le même sens que son prédécesseur. Le candidat de Yelma aux législatives à venir dans le cercle de Bankass va loin en demandant au Premier ministre de rendre le tablier à défaut d'être impartial. « **Il est le Premier ministre du Mali. L'impartialité s'impose à lui. S'il ne peut pas le faire, qu'il démissionne de la primature du Mali** », a entonné Adaman Diongo.

« **Les check-points des chasseurs sont installés pour sécuriser les passagers sur la route nationale N°15. Ils ont été installés parce que l'État est absent. Les passagers étaient fréquemment attaqués par les forces du mal** », a indiqué Hamidou Djimé, dans sa déclaration. Il a ensuite démenti les propos selon lesquels les chasseurs soutireraient de l'argent aux passagers.

Selon lui, Boubou Cissé n'a pas mesuré la gravité de sa décision. « **Nous rappelons à Boubou Cissé qu'il est le premier ministre de tout le Mali. Qu'il prenne cela en compte** », a-t-il affirmé avant d'inviter le gouvernement à traiter toutes les victimes de la crise sur le même pied d'égalité. Au-delà de Boubou Cissé, Hamidou Djimé tacle le président IBK. Pour lui, le silence d'IBK sur la souffrance des populations du pays dogon est inacceptable. « **Je dis ici, au nom de ces marcheurs, que le président de la République Ibrahim Boubacar Keita nous a trahis... Nous ne comprenons pas son silence face aux drames que vivent nos populations** », a-t-il conclu.

Il faut rappeler que le Premier ministre tient au démantèlement de ces check-points des chasseurs comme aux prunelles de ses yeux.

■ **Boureima Guindo**

## Youssef Toloba réagit à la décision du Premier ministre : **“Nous n’allons lever nos check-points qu’à l’arrivée des FAMa”**



**L**e chef d'état-major du mouvement d'autodéfense Dana Ambassagou, Youssef Toloba, a réagi dans une vidéo, le jeudi 27 février 2020, à la décision du Premier ministre de lever tous les check-points des chasseurs sur la route N°15. Il a non seulement démenti la levée de ces check-points comme annoncée par le Gouverneur de Mopti, mais a aussi précisé que ses éléments ne quitteront ce tronçon qu'à l'arrivée des FAMa pour sécuriser les passagers.

Un bras de fer oppose le Premier ministre, Boubou Cissé, au mouvement Dana Ambassagou, suite à la décision du premier de lever les check-points sur la route nationale N°15, appelée "route de poisson". Une décision qui a suscité la colère de la communauté dogon qui sent sa sécurité menacée en l'absence des chasseurs sur ledit tronçon. Des réactions ont fusé de partout sur les réseaux sociaux. La

dernière fut celle du premier responsable de Dana Ambassagou, Youssef Toloba.

**«Tout le monde sait comment était la situation le jour où on a installé ces check-points au bord de la route. Les djihadistes interceptaient les véhicules, faisaient descendre les passagers et les tuaient. Tout cela s'est déroulé au temps de Boubou Cissé. Mais il n'a dit aucun mot** », a déclaré Youssef Toloba dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, le jeudi dernier. En effet, le Premier ministre Boubou Cissé a décidé de lever tous les check-points des chasseurs sur la route nationale N°15 lors de sa visite dans la région de Mopti, la semaine dernière. Le Gouverneur de Mopti, quelques jours après la décision du gouvernement, a informé de la levée de tous les check-points « sans incident ». Voilà ces deux sorties qui ont suscité la colère de Youssef Toloba.

Selon le premier responsable de Dana Ambassagou, les check-points des chasseurs sont installés sur ce tronçon parce que les djihadistes profitaient de l'absence de l'État pour attaquer les passagers. **« À l'installation de ces check-points, j'ai instruit aux chasseurs de contrôler les patrons, ceux qui passent avec de belles voitures, car ce sont eux qui font entrer les armes** », a affirmé le chef d'état-major de Dana qui dément tout racket de la part de ses éléments.

Parlant de la prétendue levée des check-points comme annoncée par le Gouverneur de Mopti, Toloba a démenti l'information et affirme contrôler toujours les check-points en question. **« Là où ils veulent vraiment qu'on quitte, c'est le lieu de passage direct des djihadistes qui traversent le fleuve pour semer la terreur de l'autre côté. Si on abandonne ces postes, rien ne les empê-**

**chera plus de rentrer à Bandiagara et ailleurs** », a expliqué Youssouf Toloba, qui a précisé avoir sollicité, auprès du Gouverneur de Mopti, la présence de l'armée dans le secteur lors d'une rencontre, le 25 février dernier, sur la question de la levée des check-points. « **Nous leur avons dit de faire venir l'armée malienne dans toutes les zones que nous occupons. Et nous les chasseurs, nous allons entrer dans la forêt pour fouiller où se trouvent les forces du mal. Au lieu de cela, ils ont dépêché quelques éléments à notre poste de Mandoli. Et dès que ceux-ci sont arrivés, j'ai ordonné aux chasseurs de se replier dans la ville** », a-t-il déclaré dans sa vidéo. Sur la question de la levée de tous les postes, le chef d'état-major de Dana Ambassagou a été on ne peut plus clair : « **Nous n'allons lever nos check-points qu'à l'arrivée des FAMA** ».

Selon Toloba, des villages ont été attaqués après le retrait de ses éléments de certains check-points sur demande des autorités. « **Cette fois-ci, nous ne tomberons pas dans cette erreur. Si l'armée s'installe, nous on abandonne la localité sur place. Dans le cas échéant, nous ne bougerons pas d'un iota** », a-t-il déclaré. Youssouf Toloba a aussi affirmé qu'il est prêt à montrer à l'État tous les nids des djihadistes au pays dogon. « **Si l'État est prêt à combattre les djihadistes, nous pouvons lui montrer tous leurs nids. Ils sont sur la côte et l'État les trouvera là-bas** », a-t-il révélé. Parlant de l'attaque de Ogossagou, Toloba nie l'implication de ses éléments. « **Tout ce que je sais, c'est que Dana Ambassagou n'a pas attaqué Ogossagou** », dit-il, avant de préciser que les véritables coupables sont ceux qui ont abandonné le village. « **Si des**

**coupables doivent être arrêtés après l'attaque de ce village ce sont les militaires qui ont quitté le village** », a affirmé le chef de la branche militaire du mouvement d'autodéfense Dana Ambassagou.

### Toloba appelle au dialogue

Pour le premier responsable du mouvement d'autodéfense Dana Ambassagou, il est temps d'aller au dialogue avec tout le monde. « **Ce que nous demandons aujourd'hui, c'est le dialogue. Appelez les chefs djihadistes pour que nous discussions. Il faut que l'État fasse cela, c'est tout ce qui peut ramener la paix dans la zone** », a proposé Toloba.

■ Boureima Guindo

**SAMA**  
transfert d'argent

# Transfert d'argent

**ECONOMISEZ JUSQU'À**  
**40%**  
**SUR VOS FRAIS DE**  
**TRANSFERT D'ARGENT**

[www.sama.money](http://www.sama.money)

# Me Mountaga Tall : Décryptage des élections législatives 2020

Invité sur le plateau de Liberté télévision, Me Mountaga Tall répondait aux questions relatives à la tenue des élections législatives au Mali. Connu pour son franc-parler et sa pugnacité, Me Tall a affirmé sans ambages que toutes les conditions ne sont pas réunies pour organiser l'élection législative de 2020. Homme de droit, selon lui le Mali doit faire face à d'autres priorités compte tenu de la situation sécuritaire très délétère, de l'impossibilité en l'absence du toilettage des textes régissant les élections d'élections honnêtes et des risques d'effilocheur davantage notre tissu social.



**D**ès la convocation du collège électoral par le gouvernement, l'émérite avocat a introduit une requête à la Cour suprême pour son annulation.

A l'en croire, on ne peut pas organiser au Mali les élections législatives de façon séquentielle, même si les mandats des élus sont à terme. Il faut que certaines conditions se réunissent afin de convoquer le collège électoral. En faisant une analyse objective de la situation actuelle et en se référant à la loi électorale, organiser les élections législatives serait illégal.

« Un Etat de droit, c'est l'Etat qui se sou-

met à sa propre légalité. En l'occurrence la loi et les textes sont incontestables. On ne peut pas organiser l'élection législative au Mali de façon séquentielle. Les textes sont extrêmement clairs. On organise l'élection législative sur l'ensemble du territoire. Mais s'il y a des difficultés, il faut s'attaquer à la résolution de celles-ci d'abord. Présentement, il est impossible d'organiser les élections le même jour sur l'ensemble du territoire et vouloir le faire, c'est sortir de la légalité et cela je ne peux l'accepter », a-t-il affirmé

L'égalité est un impératif pour la paix et stabilité sociale, organiser ces élections rompra l'égalité des citoyens devant la loi et la République. Il y a des circonscriptions qui ne seront pas concernées, notamment les 11 nouvelles communes créées depuis 2012. Or celles-ci aussi doivent se faire représenter à l'Assemblée par des parlementaires. « Respecter en toutes circonstances la légalité citoyenne. Il ne faut jamais rompre l'égalité des citoyens. Or avec ces élections législatives qui sont annoncées, il y a 11 circonscriptions électorales qui ne seront pas concernées. C'est-à-dire 11 nouveaux cercles qui ont droit à des députés pour les défendre, pour apporter leur point de vue et qui ne sont pas concernées », a-t-il indigné.

L'insécurité gangrène la vie des Maliens. Comment sécuriser la vie de l'électorat au moment où les forces de sécurité subissent des attaques perpétuelles ? « Ceux qui disent qu'ils peuvent les sécuriser, n'arrivent pas à sécuriser les camps, n'arrivent pas à sécuriser les agents de l'Etat, donc c'est un leurre, une tromperie de dire qu'on va sécuriser les élections dans ce contexte », a-t-il dit.

Aux dires de Mountaga Tall, les élections ne doivent pas être organisées par formalisme démocratique mais pour faire vivre la démocratie. « Les élections, c'est la substance même de la démocratie. On ne fait pas une élection pour les faire, on les fait pour qu'elles soient justes, transparentes, équitables et démocratiques », atteste-t-il.

Pour conclure Mountaga Tall a rappelé que « le gouvernement a reporté les élections deux fois en disant que les conditions n'étaient pas réunies pour faire de bonnes élections. Alors sans changer ces conditions, sans changer un iota dans la loi électorale, si le même gouvernement décide de venir faire des élections, c'est pour quel motif ? », s'interroge-t-il.

En outre, il a aussi demandé au gouvernement de ne pas ajouter d'autres problèmes à la situation actuelle : « s'il vous plaît, n'ajoutez pas la crise électorale à la crise sécuritaire, politique, sociale et économique. Nous devons au contraire créer des conditions de l'apaisement pour que le Mali sorte des difficultés dans lesquelles il se trouve aujourd'hui », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo



## AG Adema De La Commune V : L'entente au sein de la section V !

Le secrétaire du parti Adema de la section V, Boubacar Alpha Ba dit Bill, à l'occasion de l'assemblée générale des militants, a rencontré les membres des sous-sections des huit quartiers de la Commune V. Selon lui, il s'agit de reconstruire l'unité et d'aller loin comme le son du clairon de rassemblement. Le thème de cette rencontre était : retrouvons l'unité et la cohésion.

C'était sous le sceau de l'unité du rassemblement de toute la famille Adema et en commune V et ailleurs. « Rien ne vaut l'unité pour le rassemblement dans une famille unie qui peut avoir la confiance des autres. C'est une famille qui fait la fierté du pays. Aujourd'hui notre adresse à l'ensemble des militants et sympathisants de l'Adema, c'est de dire que le temps est venu. Donc il faut reconstruire l'unité et d'oublier tout ce qui a été fait » a indiqué le Secrétaire général de la section V en présence du représentant des militants de Sabalibougou, Ibrahim L Coulibaly.

En outre, Boubacar Alpha Ba a rappelé que le parti des Abeilles a participé à la construction de ce pays. Donc, il a demandé à ses militants et sympathisants en Commune V de s'unir afin que le parti puisse relever le défi. « On ne peut pas dire qu'on a tout réussi. Mais c'est un début et le message ira loin comme le clairon de rassemblement a sonné », a dit Boubacar Alpha Ba.

A cette occasion, la présidente des femmes section V de l'Adema, Mme Dicko Aichata Traoré, pour sa part, a salué les membres du bureau des femmes pour leur engagement envers le parti rouge et blanc. « Nous sommes là dans le cadre de la paix et de l'entente entre

les militants de la Commune V. On était un peu divisé par rapport aux élections précédentes. Aujourd'hui on veut se rassembler pour afin d'offrir une belle image à notre parti. On veut aussi se réconcilier afin de faire du Mali un pays émergent et de paix ». Selon ses dires, le constat est que les gens sont sortis massivement presque dans tous les coins de la Commune V pour nous soutenir afin d'établir de la paix, de l'union et de la cohésion. Ensuite, elle a demandé à tous les sympathisants de se mobiliser pour que le parti aille de l'avant.

Par ailleurs, Baba Nadio, militant du parti Adema de la Commune V, indiquera qu'il s'agit de prêcher l'entente et la cohésion au sein du pays en général et au sein du parti en particulier. Cette rencontre, dira-t-il, était l'occasion de demander pardon et de se réconcilier afin d'affronter les échéances à venir. Pour lui, « il s'agit de se réconcilier pour que tout le monde soit en rangs serrés. Nous sommes très satisfaits en voyant ce monde assister à cette assemblée. Nous sommes là aussi pour le renforcement de l'unité et de la cohésion », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo

# Syndicats de l'Administration : Naissance d'une Plateforme



Les trois syndicats de l'Administration malienne viennent de créer une Plateforme commune en vue d'un front commun pour faire valoir leurs revendications. Il s'agit du Syndicat Autonome des Administrateurs civils (SYNAC), le Syndicat Libre des Travailleurs du Ministère de l'Administration (SYLTMAT) et du Syndicat National des Travailleurs des Collectivités Territoriales (SYNTRACT). Cette nouvelle Plateforme a pour but de mutualiser les forces des trois syndicats pour défendre ensemble les intérêts de leurs militants. C'est donc une Plateforme forte et unie qui se dresse désormais devant le Gouvernement dont la « mauvaise foi » pour faire avancer les cahiers de doléances des administrateurs est dénoncée dès le préambule de l'acte de création.

Les administrateurs maliens sont particulièrement exposés depuis que la crise qui secoue le pays a fait d'eux les cibles privilégiées des terroristes. Enlèvements et meurtres ont été leurs lots car ils sont les premiers représentants de l'État que combattent les djihadistes dans le Nord et le Centre du pays. Les différents syndicats de l'Administration ont toujours demandé aux autorités politiques maliennes la sécurisation de leurs adhérents qui travaillent dans les zones d'insécurité. Il semble que l'État peine à assurer la sécurité des administrateurs comme celle de tous les autres travailleurs en

mission dans le Nord et le Centre. Aussi la nouvelle Plateforme met-elle l'accent sur « la situation politico sécuritaire mettant (ses) militants dans une insécurité totale ». Un autre point souligné par la Plateforme des syndicats de l'Administration est « le retard accusé et la mauvaise foi du Gouvernement dans la mise en œuvre des points d'accord des différents procès-verbaux de conciliation ».

Une fois encore les autorités politiques maliennes sont sur la sellette. Une fois encore la « mauvaise foi » du Gouvernement est dénoncée par des syndicats maliens. Il est vrai que

la situation politico-économico-sécuritaire du pays réduit considérablement la marge de manœuvre du Gouvernement dans la satisfaction des doléances des travailleurs. Cependant, la propension des autorités à prendre des engagements que visiblement elles ne peuvent satisfaire pose d'énormes difficultés en même temps qu'elle provoque une crise de confiance entre les syndicats et leur employeur qu'est l'État du Mali. L'incapacité du pouvoir à lutter efficacement contre la corruption, le train de vie de l'État jugé au-dessus de ses moyens, la dilapidation des maigres ressources du pays et la mauvaise gouvernance ont fini de convaincre les travailleurs maliens que le Gouvernement a les moyens d'honorer ses engagements s'il le décidait et que par conséquent il n'y a aucun cadeau à lui faire.

Dans d'autres circonstances, les travailleurs maliens auraient pu se montrer compréhensifs et magnanimes et mettre moins de pression sur le Gouvernement. Cependant le pouvoir d'IBK a si ouvertement étalé ses tares et ses contradictions que les Maliens en oublient que le pays est en situation de guerre et qu'une partie substantielle de l'argent public est engagée à soutenir l'effort de guerre. IBK et son pouvoir sont ainsi dans une situation des plus délicates, devant assurer la sécurité des personnes et de leurs biens dans une crise éprouvante pour





tous, et faire face aux revendications incessantes des syndicats de travailleurs. Ainsi le Mali brûlerait-il que les travailleurs ne renonceraient pas à leurs revendications corporatistes. C'est le cas actuellement des Syndicats enseignants signataires du 15 octobre 2016 dont les grèves successives mettent en danger l'année scolaire 2019-2020 et cela malgré les appels à la retenue venus de toutes les couches de la société malienne.

La nouvelle Plateforme des syndicats de l'Administration malienne est une nouvelle menace pour la stabilité sociale du pays car une grève conjugée des trois syndicats paralyserait entièrement le pays. Or c'est le scénario qui semble se profiler à l'horizon quand il est écrit que « Les Parties s'engagent à :

- unifier leurs actions dans le cadre de la mise en œuvre des points d'accord des différents procès-verbaux de conciliation ;
- élaborer des cahiers de doléances conjoints ;

- déposer sur la table du Gouvernement des préavis de grève communs s'il y a lieu » et « user de tous les moyens légaux » pour la satisfaction des revendications.

Ainsi après la Synergie des Syndicats enseignants signataires du 15 octobre 2016, la Plateforme des Syndicats de l'Administration et des Collectivités territoriales se positionne comme une puissante machine syndicale à même de faire plier le Gouvernement du Mali. Et la marge de manœuvre du gouvernement est d'autant plus étroite que les administrateurs civils sont les chevilles ouvrières des élections. Sans eux point de législatives en fin de mois.

La Plateforme composée du Syndicat Autonome des Administrateurs civils (SYNAC), du Syndicat Libre des Travailleurs du Ministère de l'Administration (SYLTMAT) et du Syndicat National des Travailleurs des Collectivités Territoriales (SYNTRACT) est née de la volonté de faire aboutir les revendications des administrateurs et

faire respecter par le Gouvernement les engagements qu'il a pris et qu'il tarde à mettre en œuvre. S'il ne veut pas voir le pays être paralysé par un mouvement de grève de la Plateforme concomitamment à celle des enseignants, le Gouvernement a intérêt à prendre les devants car la proposition de trêve demandée par le Président de la République en début d'année ne semble pas avoir convaincu. Il est indispensable que le Gouvernement se départisse de l'étiquette de « mauvaise foi » que tous les syndicats lui collent à cause d'engagements pris et non tenus. Cela va être très difficile car c'est la parole même d'IBK qui ne semble plus crédible. La faute incombe entièrement au Président lui-même qui n'apparaît plus comme le Kankelentigi que les Maliens croyaient avoir élu en 2013.

■ **Diala Thiény Konaté**

# Mahmoud DICKO, le Guide de la CMAS : « Le vendredi prochain, le peuple malien prendra son destin en main »

Le Guide de la galaxie CMAS a donné rendez-vous au peuple du Mali, «de Kidira à Kidal », le vendredi prochain, pour lui dire la conduite à tenir face au régime IBK. Ce 6 mars 2020 sera, selon lui, le jour du « Farouk », un mot très fort dans la culture arabo-islamique. En effet, il désigne cette épée, ce glaive qui se lève haut au ciel pour s'abattre avec force et trancher entre la vérité et le mensonge. À coup sûr, c'est un nouveau tournant dans la vie du Mali qui n'arrête plus d'être ballotté et propulsé dans des bifurcations et soubresauts non choisis et non maîtrisés. Un pays en dérive que les uns et les autres (d'ici et d'ailleurs) se tuent à précipiter, par le bâton et la carotte, dans la case de leur choix.

**D**ans ce jeu (le mot 'jeu' ici est à considérer dans le sens le plus noble du terme) pour tracer une voie au pays, Mahmoud DICKO, l'homme pour qui la CMAS a été créée pour être une fusée pour le propulser au sommet du pouvoir, vient de se poser en

homme de la situation, le maître de l'échiquier et le dépositaire du dernier recours. Et il est légitime dans cette posture. Puisqu'une tonne de Maliens le soutiennent sans réserve en ce sens. L'année dernière en pareille période, le 5 avril plus précisément, il avait le destin de Koulouba,

donc du Mali, entre les mains. Il suffisait qu'il prononce un mot et son ami IBK était dans les pâquerettes. Mais il a «su ramener sa main » contre des promesses tenues de son ami : faire partir le PM en poste (Soumeylou Boubeye MAIGA) et faire venir un autre à la Primature (Le « fils » de l'ancien président du Haut conseil islamique du Mali, lui-même).

Mais, il faut croire que d'autres promesses n'ont pas été tenues. Par exemple, le retour de la structure qu'est le Bureau bons offices et de son coordinateur à sa tête à la station primatoriale. Pour ceux qui prennent le train Mali en marche, en 2017, le Premier ministre Abdoulaye Idrissa MAIGA avait créé ce bureau pour négocier avec les terroristes et les jihadistes. Le bureau, disposait de moyens conséquents. Des personnalités de haut vol avaient été sélectionnées pour le composer. Et Mahmoud DICKO, qui parle toutes les langues pertinentes en rapport avec les protagonistes, qui connaît intimement Hamadoun Koufa depuis toujours et qui est un ami de 30 ans de Iyad Ag GALLY qui lui fait absolument confiance, avait été choisi comme le Coordinateur de 'Bons offices'.

## Être en négociation ou ne pas être en négociation, telle est la question

«Boubeye » est donc parti de la Primature aux lendemains de la marche gigantesque du 5 avril 2019 qui a démontré à IBK que son sort se jouait entre les mains du marabout imam et politicien émérite. Boubou CISSÉ sera nommé à la tête d'un gouvernement qui a donné satisfaction à DICKO et à son mentor Bouye Ould de Nioro. IBK nommera aussi un Haut représentant au centre du Mali, en la personne de Dioncounda TRAORÉ.





Pour quoi faire ? Une position bidon ? L'ersatz doublure de 'Bons offices' ? Il y avait du flou. En même temps, des événements de rupture sécuritaire se succédaient et s'enchevêtraient. Le temps passait et rien n'apparaissait à l'horizon. Jusqu'au jour où 'Dioncounda' va craquer sous le poids de ce qui se joue en souterrain. Il convoque la presse et lui confie : « j'ai ouvert la porte de la négociation avec 'Iyad' et 'Koufa' depuis quatre mois ». L'ex-président de l'Adema avouera aussi qu'à ce jour, il n'avait eu aucun retour. Silence gênée de IBK. C'est son ministre des Affaires étrangères qui va intervenir, tout aussi publiquement face à la presse, pour dire : « les propos du Haut représentant n'engagent que lui ». Stupeur chez le peuple, re-silence de IBK et affolement dans les chaumières où on ignore tout de ce qui se trame backstage. IBK va craquer aussi la fuite en avant comme méthode de faire face aux situations ont leurs limites. À Addis Abéba où les journalistes le questionnaient sur les problèmes du continent, de la Libye et de ce que tous appellent désormais « Sahel », il tranchera.

## Le retour au 5 avril 2019 et à la marche de tous les dangers pour le régime ?

En effet, l'ex Kankelotigui va désavouer « le petit monsieur » (du nom qu'il avait donné à son ministre lorsque ce dernier était à l'opposition) et reconforter son Haut représentant : le



régime est bel et bien dans la recherche de solutions négociées et de sortie de crise avec 'Iyad' et 'Koufa'. Le jeu s'éclaircira alors. Le proverbe dit : « Attrapez-le, il l'a dit est acceptable. Mais, Attrapez-le, il l'a pensé est arbitraire ». Mahmoud DICKO était enfin édifié. C'était à lui de répondre au défi. Mais, face à cette perspective, la présence de son « fils » à la tête de la Primature est problématique.

Dans les calculs du camp IBK, Boubou CISSÉ, en tant que chef du gouvernement, est un bouclier pour Koulouba et Sébénicoro contre Mahmoud DICKO. En effet, comment jeter le caillou à celui qui occupe la position de président de la République tout en épargnant son premier ministre- parce que ce dernier est votre fils ? Pour pouvoir embrocher le gladiateur, il faut écarter son bouclier. Question crue alors : 'Boubou' va-t-il démissionner avant le vendredi 6

mars 2020 ? IBK va-t-il battre en retraite et se coucher comme il l'a fait l'année dernière après le 5 avril ? Où va-t-il s'enhardir et faire face ? En tablant sur le fait que beaucoup l'ont suivi l'année dernière ne vont pas rester cette fois-ci à la maison ?

D'ailleurs, la question a été posée ailleurs et on va la poser ici : Mahmoud DICKO sera-t-il accompagné le vendredi prochain de tous ceux qui l'ont soutenu sans réserve l'année dernière ? La réussite foudroyante ou pas de sa nouvelle croisade contre le régime dépendra largement de la réponse à cette question. Autre question pour la suite : dans la perspective du vendredi 6 mars prochain, les législatives pourront-elles se tenir ou pas ? L'oukase sur le retrait de la CMAS de ces élections prend tout son sens ici!

■ Amadou TALL



# Élections législatives : Des partis politiques demandent le report !



**L**es élections législatives divisent la classe politique et la société civile. Ils sont nombreux les leaders et/ou partis politiques à s'insurger contre la tenue des législatives, annoncées pour le 29 mars prochain. Les raisons évoquées ? L'insécurité sur les 2/3 du territoire national, l'impréparation, le manque de consensus sur le fichier électoral...

En effet, des voix s'élèvent au sein de la classe politique pour dénoncer ou émettre des réserves sur l'organisation des législatives prochaines.

Ainsi, le parti ADEPM, dans un communiqué, daté du 25 février 2020, interpelle la Cour constitutionnelle sur de la tenue du scrutin dans un contexte sécuritaire dégradé. Or, cette même Cour avait qualifié, en 2017, l'insécurité de résiduelle, lors des débats sur la tenue du référendum. Cette situation sécuritaire dans le pays s'est-elle améliorée de 2017 à maintenant ? L'Adepm indique dans sa déclaration que : « Le Mali a enregistré 1868 morts dans la seule année de 2019 mais malgré tout, la Cour constitutionnelle s'est tue sur cette situation catastrophique pour se référer uniquement sur la validation des listes. La Cour constitutionnelle viole la constitution en validant ces listes sans tenir compte de la caducité de la loi portant

élection des députés et de la violation de la loi No 2012-017 portant création des circonscriptions administratives en République du Mali et de la loi no2012-018 portant création des arrondissements et cercles des régions de Tombouctou, Taoudéni, Ménaka, Gao et Kidal».

De son côté, Oumar Mariko, président du SADI, lors d'une conférence de presse, a demandé le report des élections législatives. En outre, il a précisé que si les élections se tenaient dans de telles conditions, ce serait « catastrophique pour la démocratie malienne » et les députés qui en seront issues n'auront pas la légitimité requise pour parler au nom du peuple qu'ils sont censés représenter. Ainsi, pour éviter le chaos, Dr Mariko propose une série de mesures au gouvernement, qui sont, entre autres, le report des élections législatives suivi de la dissolution de l'Assemblée nationale, dont la conséquence serait de légiférer par ordonnance pendant une période de six à dix-huit mois. Pendant cette période, le pays sera doté d'une nouvelle Constitution, celle qui permettrait de passer à une nouvelle République, c'est à dire la quatrième.

Dans un communiqué en date du 24 janvier 2020, le Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD) fait part de ses griefs sur la tenue

des législatives. Pour le FSD, la convocation du collège électoral sans les réformes législatives nécessaires et la correction des tares du système électoral est une volonté manifeste du gouvernement et sa majorité d'orchestrer un hold-up électoral. « Il s'agit donc, ni plus ni moins pour le Gouvernement et sa majorité, de procéder par malice, en prenant comme prétexte les résolutions du Dialogue national inclusif pour répéter le hold-up électoral perpétré déjà lors de l'élection présidentielle de 2018. Un tel projet est évidemment porteur des germes d'une crise électorale dont notre pays n'a nullement besoin aujourd'hui. Le FSD réaffirme sa volonté de prendre part aux élections législatives et tient le gouvernement pour responsable de toute crise pré ou post-électorale pouvant survenir en raison de la persistance des déficiences à l'origine des précédents reports», indique le président du FSD, Soumaïla Cissé.

Quant au parti FARE de l'ancien premier ministre Modibo Sidibé, il estime que le contexte sécuritaire délicat n'est pas favorable à la tenue d'élections transparentes : « Il revient de constater que le DNI n'a été qu'un travestissement bien monté par le pouvoir pour qu'il endosse les dispositions de l'Accord politique de gouvernance signé le 2 mai 2019, notamment, celle de la tenue immédiate des élections législatives sans les modifications nécessaires de la loi électorale en cours, et cela dans l'unique but d'avoir une majorité mécanique à l'Assemblée Nationale pour arriver à ces fins : la mise en œuvre de l'Accord pour la paix issu du processus d'Alger (APR). On remarquera que les déclarations et les démarches du président de la République et de celles du gouvernement n'ont été que malice et duperie du peuple ».

« Conscient de la gravité de la situation sécuritaire au Nord, au Centre, et son glissement vers le Sud, de l'absence de l'administration dans plusieurs localités et de l'obsolescence de la loi électorale, le parti FARE demeure convaincu que les élections législatives programmées ne sont qu'une mascarade qui pourrait conduire à une nouvelle crise postélectorale dont la responsabilité du Gouvernement serait entière », déclare le parti FARE.

De son côté, le CNID va plus loin dans le rejet de ces élections à venir. En effet, le parti de Me Mountaga Tall a saisi la Cour constitutionnelle à travers une requête pour demander l'annulation du décret n°2020-0010/P-RM du 22 janvier

2020 portant convocation du collège électoral. Motif ? Il viole, selon le CNID-FYT, les dispositions des articles 86 et 158 nouveaux de la Loi n°2016-048 du 17 octobre 2016 portant Loi électorale en République du Mali.

A titre de rappel, l'article 86 nouveaux de la Loi n°2016-048 du 17 octobre 2016 portant Loi électorale en République du Mali stipule que : « Les électeurs sont convoqués et la date du scrutin est fixée par décret pris en conseil des ministres et publié au journal officiel 60 jours au moins avant la date des élections ».

Son 1er alinéa précise qu'« en cas de nécessité, il peut être procédé à la convocation des collèges électoraux à des dates différentes pour les élections communales. Dans ce cas, les élections se dérouleront le même jour au niveau de l'ensemble des communes comprise dans une ou plusieurs régions ».

Ce qui selon le parti du Soleil Levant contraste avec les dispositions du décret n°2020-0010/P-RM du 22 janvier 2020 portant convocation du collège électoral, ouverture et clôture de la campagne électorale à l'occasion de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, qui stipule que « le collège électoral est convoqué sur toute l'étendue du territoire nationale ».

D'après le CNID, l'élection des députés ne concerne pas toutes les circonscriptions électorales. Dans la mesure, dit-on au CNID, où des circonscriptions dûment créées par la Loi, qui constituent aussi des circonscriptions électorales, ont été exclues. Il faut à ce niveau rappeler que le gouvernement a prévu d'organiser les élections législatives sur la base des anciennes circonscriptions électorales. Ce qui reste inacceptable aux yeux du parti. En conséquence, le Comité directeur du CNID demande à la Cour Constitutionnelle l'annulation pure et simple de l'élection législative prévue par le décret n°2020-0010/P-RM du 22 janvier 2020 portant convocation du collège électoral, ouverture et clôture de la campagne électorale à l'occasion de l'élection des députés.

■ **Mémé Sanogo**

## En visite à Kidal : L'ambassadeur d'Allemagne au Mali félicite et encourage la MINUSMA pour son travail dans la région

**Lundi 24 février, Dietrich Pohl, ambassadeur d'Allemagne au Mali a rencontré à Kidal plusieurs représentants du bureau de la MINUSMA, des autorités locales, ainsi que le commandement de l'Armée reconstituée. Il a également pris part à l'inauguration des radiers construits par la MINUSMA dans la ville.**



L'ambassadeur d'Allemagne a été accueilli par le chef de bureau par intérim de la MINUSMA à Kidal Djibril Ndime et le commandant du secteur Nord, le Général Hamed Nassour Soye. Dietrich Pohl s'est rendu aussitôt sur le chantier de construction de la nouvelle piste d'atterrissage qui bénéficie d'une importante contribution financière de son pays. Sur place, il a été briefé par l'ingénieur chargé de la construction de l'ouvrage sur les différentes étapes de l'exécution des travaux.

### En contact avec les réalités du terrain

Le diplomate Allemand a également rencontré les autorités intérimaires de la ville de Kidal,

les représentants de la société civile et des ONG partenaires. Plusieurs sujets ont été abordés au cours de cette rencontre notamment des questions relatives à l'éducation. Pour Dietrich Pohl, il est important de se déplacer en région pour voir les réalités et discuter avec les acteurs locaux. Il a aussi affirmé que son pays - tout comme la MINUSMA - sera toujours aux cotés des populations. L'ambassadeur d'Allemagne n'a pas manqué de rappeler les liens historiques qui lient son pays au Mali. Dietrich Pohl s'est également entretenu avec des officiers de l'Armée reconstituée arrivée récemment à Kidal. Dans son programme, l'ambassadeur d'Allemagne a pris part à l'inauguration des trois radiers construits par la MINUSMA pour sécuriser et désenclaver la ville



de Kidal. Ces trois radiers insubmersibles situés dans les quartiers Aliou, Tazarghaft et à l'entrée du camp Général Abdoulaye Soumaré sont à ce jour le plus grand projet piloté par la MINUSMA dans la région de Kidal. Doté d'un budget de plus de 313 millions de FCFA, le projet a été financé par le Canada à travers le Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali.

Satisfait des travaux accomplis, le chef de bureau régional par intérim de la MINUSMA à Kidal

a déclaré que ce projet est « le fruit des dividendes de la paix et le résultat des efforts conjoints des autorités locales, des élus, des ONG, de la MINUSMA et de la communauté internationale ». Pour Djibril Ndime, « la MINUSMA est fière de contribuer à l'amélioration des conditions sécuritaires des habitants de la ville de Kidal ». Il a aussi souligné que ce projet a eu un impact socio-économique dans la ville à travers le recrutement de la main d'œuvre locale.

Toutes les autorités administratives et locales de la ville dans leurs différentes interventions se sont réjoui de la construction des radiers et ont remercié la MINUSMA pour les efforts fournis pour le bien-être de la population de Kidal. Ils ont aussi affirmé que toutes les dispositions seront prises pour prendre soin de ces radiers.

**Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique**



## Crise scolaire : Les députés demandent l'application de la loi

L'Assemblée nationale compte pleinement contribuer à la résolution de la crise que traverse l'école malienne avec la grève des enseignants. Déjà, des actions ont été menées dans ce sens. Les députés membres de la Commission de l'éducation, de la culture, des nouvelles technologies de l'information et de la communication de l'institution l'ont fait savoir au cours d'une conférence de presse qu'ils ont animée vendredi dernier.

Dans son exposé liminaire, le président de cette commission, le député Siaka Sangaré, a d'abord fait la genèse des actions menées par l'Assemblée nationale depuis le début de la grève des syndicats de l'éducation. Selon lui, le 17 janvier dernier, la Commission éducation a été saisie par le président de l'institution pour contacter les protagonistes de la crise, à savoir les syndicats et le gouvernement.

Ainsi, la Commission a fait appel le 21 janvier à la Synergie des syndicats signataires du 15 octobre avec qui il y a eu des discussions pour recenser ses doléances. Lors de ces échanges, dira-t-il, les enseignants grévistes sont revenus

sur toutes les démarches qu'ils ont effectuées auprès de la société civile, des associations, des notabilités de Bamako pour éviter la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'école malienne. Après cette rencontre, poursuivra Siaka Sangaré, les députés ont, en tant que législateurs, décidé d'écouter également la partie gouvernementale. C'est dans ce cadre que le 23 janvier, la Commission éducation, élargie à la Commission lois et à la Commission emploi, a eu à écouter trois membres du gouvernement. Il s'agit du ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de ses collègues en charge du Dialogue social et du Travail et du Budget. «Nous avons échangé largement et ils nous ont fait part de beaucoup de choses. Mais on s'est quittés sur un rendez-vous. Ils ont promis de faire des propositions concrètes pour que nous puissions rencontrer la partie syndicale afin de trouver un dénouement. Mais un mois après, nous n'avons vu aucun écrit et le gouvernement n'est plus revenu à l'Assemblée nationale», a déclaré le député Siaka Sangaré.

Selon lui c'est suite à la persistance de la crise que le président de l'Assemblée nationale a jugé bon de convoquer une réunion du bureau élargie à la conférence des présidents pour discuter du sujet.

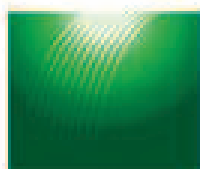
La conclusion de cette réunion, a-t-il fait savoir, a été que le président de l'institution, Issaka Sidibé, puisse écrire officiellement au Premier ministre pour lui l'informer de ce que la conférence a décidé.

«En conférence, nous avons dit que force doit rester à la loi. C'est un projet de loi qui est venu du gouvernement et qui est passé par toutes les étapes pour être adopté», a insisté le député Sangaré, avant de préciser que ce projet de loi est venu du secrétariat général du gouvernement et a été adopté le 16 janvier 2018. Le député Moussa Diarra de la Commission emploi de l'Assemblée nationale abondera dans le même sens.

Selon lui, c'est un projet de loi qui émane du gouvernement, qui a suivi tout le processus d'examen et adopté en plénière devant un ministre de la République qui l'a défendu. D'après lui, les mêmes acteurs qui ont élaboré et déposé ce projet de loi sur la table de l'Assemblée nationale sont toujours à leurs postes. Il pense que les syndicalistes ne demandent que l'application d'une loi votée par l'Assemblée nationale et que force doit rester à la loi.

■ Dieudonné DIAMA





# Orabank

un partenaire à votre écoute



Grandir  
ensemble  
et pour  
l'Afrique

**Groupe Orabank :** Bénin - Burkina - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

[www.orabank.net](http://www.orabank.net)



## Kabako : Histoire : ... d'un marié trop pressé



**R**ésident en Arabie Saoudite depuis bientôt 10 ans, El hadj S D a décidé en juin 2019 de rentrer au pays pour se marier. Installé dans une villa à Baco-Djicoroni, El Hadj avait obtenu l'accord de ses parents à Ségou pour convoler en justes noces avec sa cousine F. D. celle-ci regagna alors Bamako pour les cérémonies de mariage à peine quelques jours après l'arrivée de son futur époux. La célébration du mariage étant allée de report en report, elle a été finalement fixée au 2 janvier 2020.

El Hadj cependant s'impatientait et, pour accélérer les choses, il couvrait de cadeaux sa future épouse qui devenait de plus en plus cupide et exigeante. Tout est enfin prêt pour la célébration du mariage.

Nous sommes, le 22 février 2020.

A 16 heures, le mariage religieux a été scellé. Tam-tams et tambours ont clos la cérémonie. Il était environ 22 heures, lorsque tous les participants à la fête avaient regagné leur domicile, à l'exception de la vieille dame qui devrait tenir compagnie à la mariée à sa chambre nuptiale.

F.D. qui s'affairait avec une copine dans la cour, venait aussi d'aller aux toilettes. C'est alors que, impatient, El Hadj S.D. enroulé dans un drap blanc, avança vers la cour, et sans chercher à comprendre, saisit de toutes ses forces la copine de son épouse, la chargea sur son dos et alla la jeter sur le lit conjugal avec les encouragements de la vieille dame "de garde" qui ne savait pas que, le marié a "emporté" non pas sa femme, mais la copine de celle-ci. Malgré les cris de secours de la copine de son épouse, El Hadj, fou devenu incontrôlable ne reprit ses esprits qu'après avoir assouvi ses instincts.

La nouvelle mariée, effrayée par le vacarme était sur place, bouche-bée. Il était trop tard. Comment réparer l'irréparable ?

Pour toute solution, il a été proposé à El hadj, de prendre comme 2ème épouse, celle qu'il venait de violer. Hélas ! La jeune fille a refusé la proposition et demande plutôt réparation. Elle exige la somme de 2 millions de FCFA à titre de "dommages et intérêts".

En attendant, donc cette solution à l'amiable ou le tribunal, le mariage de El hadj avec F.D. a été suspendu.

(Affaire à suivre)

■ BOUBACAR SANKARÉ

PLANET

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

## Coronavirus : Premier cas confirmé au Sénégal !



Les craintes affichées par le président Macky Sall se sont avérées plus sérieuses que prévues. En effet, la personne suspectée de porter le coronavirus a été testée positive à la maladie par l'Institut Pasteur de Dakar. Il s'agit d'un Français, informe E-media. En observation à l'Institut Pasteur comme annoncé plutôt par Macky Sall, le Français a été testé positif au Coronavirus. Il s'agit du premier cas confirmé à Dakar, selon des sources médicales. Vivant aux Almadies, il a voyagé, avant-hier samedi, 29 février, via Air Sénégal. Le ministère de la Santé et de l'Action sociale va réclamer le manifeste pour suivre les voyageurs de ce vol.

## Crise en Guinée-Bissau : Les militaires au centre du jeu



Le bras de fer postélectoral se poursuit en Guinée-Bissau. Umaro Sissoco Embalo, qui revendique la victoire à la présidentielle, est installé au palais. Mais le

PAIGC de son rival Domingos Simoes Pereira fait valoir que le contentieux électoral n'est pas tranché, et dénonce un « coup d'État ». Dans ce bras de fer qui se durcit de jour en

jour, les militaires sont au centre du jeu. Ils n'ont pas fait de déclaration publique, mais leur présence parle d'elle-même. Les plus hauts représentants de l'armée étaient tous là, samedi, au palais présidentiel, pour la cérémonie d'investiture de Nuno Gomes Nabiam, le Premier ministre nommé par Umaro Sissoco Embalo. Le chef d'état-major, le vice-chef d'état-major, les chefs d'état-major de l'armée de terre, de l'armée de l'air, ou encore le commandant de la garde nationale, tous ont posé pour une photo de groupe devant le palais. C'est aussi l'armée qui a assuré la sécurité de la cérémonie d'investiture organisée jeudi par Umaro Sissoco Embalo dans un hôtel de la capitale. Cérémonie à laquelle participait l'ancien chef d'état-major Antonio Indjai. La hiérarchie militaire a donc, dans les faits, choisi son camp. Dès vendredi, les forces de défense et de sécurité ont pris le contrôle des principales institutions : le palais du gouvernement qui abrite plusieurs ministères, le palais de justice, la radio et la télévision nationale. Samedi soir, c'est l'Assemblée qui a été investie. Le dispositif est léger, mais visible. L'armée dans le passé a souvent eu un rôle politique déterminant en Guinée-Bissau. C'est elle qui était à la manœuvre lors du dernier coup d'État en 2012. Avant l'élection présidentielle de fin 2019, le chef d'état-major avait assuré que les militaires resteraient désormais « en dehors des querelles politiques ».



## Crise dans les universités au Sénégal : Cheikh Oumar ANNE charge les enseignants



Le ministère de l'Enseignement supérieur n'a pas apprécié la sortie du Saes sur l'orientation des nouveaux bacheliers et les difficultés des universités publiques. En donnant des arguments, il souligne que les mesures prises par l'Etat du Sénégal montrent que certaines assertions relatives aux capacités d'accueil de nouveaux bacheliers ne sont pas défendables.

Après la sortie du Syndicat autonome de l'enseignement supérieur (Saes) dont les responsables sont en tournée dans les universités à l'intérieur du pays, sur les nouveaux bacheliers et les difficultés des universités publiques, la réaction du ministère de l'Enseignement supérieur ne s'est pas fait pas attendre. En effet, Cheikh Oumar Anne et ses services ont battu en brèche ce qu'ont dit les différentes sections du Saes. Dans une déclaration, ils affirment que cette année académique, le gouvernement a relevé un énorme défi en orientant dans les Universités publiques sénégalaises tout bachelier sénégalais qui en a fait la demande. « Cette décision matérialise une ferme volonté

du président de la République de replacer nos Universités publiques au cœur de la bataille pour l'émergence de notre pays. C'est l'occasion pour le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation d'exprimer toute sa satisfaction à l'endroit des instances académiques qui ont assumé pleinement leurs prérogatives dans la détermination de leurs capacités d'accueil », a indiqué le ministère de l'Enseignement supérieur. Qui affirme que la Commission nationale d'orientation et la Direction générale de l'Enseignement supérieur qui sont en train de parfaire le travail anticipent déjà sur les orientations des bacheliers de 2020.

A l'en croire, le Gouvernement réaffirme que ce choix d'orientation dans le public est irréversible et se poursuivra avec une amélioration continue des conditions d'accueil. « Le Gouvernement saisit l'occasion pour saluer fortement la contribution du secteur privé qui demeure un acteur important de notre dispositif d'enseignement supérieur. Il l'encourage à poursuivre la formation et la création de filières

professionnelles de haute qualité pour aussi continuer à faire de notre pays une destination privilégiée des étudiants africains », souligne-t-on.

Dans la même veine, le ministère de l'Enseignement supérieur affirme que l'orientation de tous les bacheliers dans les universités publiques sénégalaises permettra de disposer de plus de 15 milliards FCFA qui seront entièrement destinés au renforcement des infrastructures pédagogiques et sociales dans les établissements publics et au financement de la recherche. En outre, dans le souci de rationaliser et donc de mieux placer notre enseignement supérieur sur les rampes de l'émergence, le ministère en question affirme qu'il a donné des instructions fermes à l'Anaq-Sup « de faire une évaluation des formations et de l'étendre aux universités publiques où la demande des filières professionnelles n'est pas satisfaite malgré les efforts consentis ».

■ MAMADOU GACKO

# Aissata Traoré : "Saratou est le Iniesta du football féminin"

**L**e Mali a composté son billet pour les demi-finales du tournoi féminin de la zone A de l'Union des Fédérations Ouest-Africaines de Football (Ufoa) Sierra Leone 2020 le vendredi 28 février dernier grâce à sa victoire de 3 buts à 0 sur le Liberia. C'était à l'occasion de la 2e journée de la phase de poules. Au cours de cette rencontre, une "Aigle" est sortie du lot. Il s'agit du milieu de terrain des Super Lionnes d'Hamdallaye, Saratou Traoré alias «Tou» qui a été désignée "meilleure joueuse" pour sa précieuse prestation. Jointe par nos soins dans la foulée de cette qualification du Mali, l'internationale malienne de Guingamp, Aissata Traoré qui a joué avec Saratou au Super Lionnes d'Hamdallaye avant son départ à l'étranger, estime que Saratou mérite amplement ce trophée. Elle va même loin en qualifiant Saratou de: "le Iniesta du football féminin". L'ancienne championne de Turquie a également saisi l'occasion pour prodiguer quelques conseils à sa jeune sœur, promise à un avenir radieux.

## Entretien...

**Bonjour Aissata Traoré, votre petite sœur Saratou Traoré a été désignée meilleure joueuse du match Mali-Liberia, est-ce une surprise pour vous ?**

Je n'ai pas du tout été surprise de voir Saratou remporter ce trophée. Je pense qu'elle mérite amplement cette distinction. C'est une joueuse humble qui a du caractère également. Elle sait ce qu'elle veut et se débrouille toujours pour l'obtenir.

**Plusieurs observateurs estiment qu'elle est une bonne technicienne et qu'elle a**



**à peu près le même style de jeu qu'Iniesta. Etes-vous de cet avis ?**

Bien sûr que je suis de cet avis. C'est une excellente joueuse, très technique et vive. Elle a une vision du jeu. Sur le terrain elle a ses yeux partout. Elle prend toujours l'information avant d'avoir le ballon et dès qu'elle l'a elle sait déjà quoi en faire. C'est le Iniesta du football féminin.

**Qu'est-ce qui vous plaît chez Saratou ?**

Ce qui me plaît chez elle c'est sa personnalité. C'est une fille qui a la tête sur les épaules qui ne se laisse pas influencer. Elle dégage une sérénité et une maturité qui est très rare de trouver chez une petite de son âge.

**Pensez-vous qu'elle peut encore faire mieux ?**

Bien sûr qu'elle peut toujours faire mieux. C'est une compétitrice. Elle doit se fixer des objectifs et se donner les moyens de les atteindre. Elle doit continuer à défier ses limites et non

de limiter ses défis. J'ai toujours été éblouie par le talent hors norme que la petite a et je suis l'une de ses premiers fans.

**Quels conseils avez-vous à lui donner ?**

Ce que je peux lui donner comme conseil c'est de rester elle-même en gardant sa sérénité, sa maturité et de continuer à se battre en apprenant de ses aînées qui sont entièrement là pour l'aider à progresser. Il faut qu'elle continue toujours à prendre plaisir en jouant et non de se soucier des statistiques. Celles-ci viendront après même si je sais que ça ne sera pas facile. Mais j'ai l'immense conviction qu'elle y arrivera. Je lui fais entièrement confiance. Il faut qu'elle reste à l'écoute des autres et essaye de ne pas s'enflammer. Elle est au début d'une nouvelle étape de sa jeune carrière. C'est une joueuse qui a de l'avenir. Nous resterons à ses côtés pour l'aider à gravir des échelons.

■ SALIF DIAKITÉ

## Coronavirus : Un premier footballleur infecté

**L**e quotidien italien 'La Nazione' rapporte ce jeudi qu'un footballleur évoluant en Serie C, en Italie, est infecté par le coronavirus. Les cas de contamination au coronavirus Covid-19 continuent d'augmenter : Grèce, Brésil, Pakistan, Macédoine du Nord, Italie France et Géorgie ont connu leur premier cas cette semaine. Un premier malade français est mort dans la soirée de mardi à Paris. Le match du tournoi des Six Nations de rugby entre l'Irlande et l'Italie, prévu le 7 mars, est reporté. Le dernier

jour du carnaval de Nice, attendu samedi, est annulé. Le virus touche également le football. Le premier cas, dans le monde du ballon rond, touche un joueur de Serie C, en Italie. Le quotidien 'La Nazione' qui ne souhaite pas révéler l'identité du joueur, assure qu'il sera forfait pour les prochaines rencontres de son équipe, par mesures de sécurité. Toujours selon les informations du média cité, ce sont les médecins du club en question qui ont réalisé les premiers tests, qui se sont avérés positifs.



## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Une belle énergie dans le domaine professionnel vous apporte un épanouissement total. Tout se passe divinement, vous réussissez tout ce que vous entreprenez ! Profitez de ce coup de chance que vous apporte le sextile Jupiter/Neptune dans ce domaine.

Vous pourriez passer à côté d'opportunités qui arrivent, dans le domaine financier. Effectivement, Saturne vous empêche d'avoir de bons réflexes et freine vos initiatives, en vous rendant hésitant dans vos actions. Votre esprit d'initiative s'en trouve altéré.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Vous n'êtes pas motivé. Si dernièrement vous recherchiez activement un emploi, aujourd'hui le mot actif perd tout son sens. Vous baissez les bras, vous ne croyez plus aux opportunités et pourtant... La chance n'est pas si loin. Ouvrez les yeux.

Si vous avez touché une prime ou si c'est en prévision, vous aurez tendance à vouloir tout dépenser jusqu'aux moindres centimes, sauf que vous avez plutôt intérêt à faire très attention. Ne faites pas flamber votre carte bleue trop rapidement.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Pour continuer à rester en haut de l'affiche dans votre travail, vous mobiliserez vos forces physiques et intellectuelles. Votre journée professionnelle pourra se résumer en six mots : des efforts de tous les instants ! Aujourd'hui, vous serez concentré...

Vous vous déciderez à engager une discussion, dont le sujet principal concernera une augmentation de votre salaire. Vous ne souhaitez pas vous engager dans un bras de fer long, dont les chances de succès seraient incertaines. Vous serez pragmatique !



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Vous avez besoin d'être conseillé par des proches. Une opportunité ou deux peuvent surgir. Pourtant, vous n'êtes pas prêt pour changer de travail. Dans votre entreprise, un nouveau service peut vous demander. Réfléchissez vite, car le jeu en vaut la chandelle !

Les frais continuent d'amputer vos revenus. Ce n'est pas une journée favorisant les économies. Les charges continuent de faire fondre vos salaires. Il faut vous faire violence pour éviter les sorties d'argent pour des loisirs ! Vous aimez dépenser.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Tout est rassemblé pour que votre réussite professionnelle soit bien présente ! Vous êtes même en quête de renouveau, d'expériences inédites ou inhabituelles. Votre esprit est novateur, et vous forcez l'admiration ! Ça vous ravit au plus haut point.

Vous semblez prendre conscience qu'il faudrait lever le pied sur vos dépenses, et c'est tant mieux ! La raison l'emporte, vous parvenez à vous ressaisir et à limiter les frais. Mais attention tout de même à l'illusion créée par Neptune, soyez minutieux.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Si vous travaillez sur le terrain, la journée est plutôt positive dans l'ensemble, cependant à cause de quelques clients très pointilleux et très exigeants, vous devez faire profil bas. Ça ne vous empêchera pas d'échanger vos idées.

Vos revenus connaissent une baisse, ajustez vos dépenses à votre nouveau train de vie. Pour faire des économies, il n'y a pas mille solutions. Vous devez vous serrer la ceinture, sinon vos comptes se retrouveront forcément dans le rouge.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Vous allez exécuter vos tâches de manière répétitive... Aujourd'hui, l'enjeu sera de ne pas envenimer les relations avec vos supérieurs et vos collègues. Travailler sans réfléchir un minimum ne sera pas très passionnant. Vous multipliez les pauses...

Que ce soit en passant devant les vitrines des magasins ou en faisant les courses, vos éventuels achats dépendront exclusivement du prix affiché. Vous vous interdirez tout coup de cœur... Vous n'aurez pas de honte à reconnaître qu'un sou est un sou !



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Le désir de changer d'activité se fait sentir. Vous pourriez entrevoir un nouvel horizon. Des démarches commencent à payer ! Mais gare aux documents. Lisez entre les lignes. Un petit détail pourrait vous faire réfléchir ! La prudence est encore conseillée.

Peu d'économies sont possibles. Il règne un vent de dépenses. Elles sont liées à la fois aux charges et aux loisirs. Accordez-vous un moment de répit. Triez vos priorités dans les dépenses ! Votre famille peut vous apporter un soutien appréciable !



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Aujourd'hui, vous vous sentez quelque peu découragé dans votre travail. Le manque de persévérance est présent, et vous êtes démotivé ! Vous ne parvenez pas à prendre d'initiatives, tout vous paraît dérisoire ! Soyez patient, et passez à autre chose.

Mars vous donne envie de prendre en main vos finances afin de les faire fructifier, mais Saturne veille à la restriction ! De ce fait, vous vous sentez désarmé et impuissant face à votre situation. Le mieux est de se faire aider en demandant des conseils.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Ne croyez pas que les efforts soient inutiles, au contraire, d'ici peu, grâce à des résultats satisfaisants et un traitement de faveur très particulier, vous gagnerez au change. Il ne reste plus qu'à faire vos preuves et le tour sera joué.

Dans la journée, un appel de votre banquier vous pend au nez. Cher natif, vous avez commis des folies avec votre argent, il est grand temps de prendre vos responsabilités. Si votre découvert est épuisé, il est l'heure de rendre des comptes.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Certaines personnes de votre entourage professionnel seront en embuscade ! Elles n'attendent qu'une seule chose : une faute professionnelle de votre part ! Ami Verseau, un collègue pourra même mettre sur votre chemin une belle peau de banane...

Pour toutes les démarches liées à l'argent, on vous filera le bébé ou la patate chaude, surtout pour les demandes délicates ou ingrates... Dans votre famille, vous serez définitivement considéré comme le préposé aux finances. Cadeau empoisonné !



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Il y a peu de complicité avec vos collègues. L'un d'eux peut vous envahir. Il est possible que vous ayez un projet de création. Une activité plaisante vous tente. Seulement, ne précipitez rien. Prenez tout votre temps pour ces démarches importantes.

Vos revenus couvrent à peine les frais. Vous vivez au-dessus de vos moyens ! Un petit voyage avec des amis peut occasionner des frais ! Vous ne pouvez pas réaliser beaucoup d'économies ! Les tentations sont bien trop fortes ! En prime, vous êtes dépensier !

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)



**BDM SA**

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE